COMMUNE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE
GEMEENTE SINT-PIETERS-WOLUWE

CONSEIL COMMUNAL DU 21 AVRIL 2026
GEMEENTERAAD VAN 21 APRIL 2026

REGISTRE
REGISTER

Présents
Aanwezig

Virginie Van Lierde, *Conseiller communal-Présidente/Gemeenteraadslid-Voorzitster* ;
Benoît Cerexhe, *Bourgmestre/Burgemeester* ;
Tanguy Verheyen, Philippe van Cranem, Françoise de Callatay-Herbiet, Carla Dejonghe, Georges Dallemagne, Dominique Harmel, *Échevins/Schepenen* ;
Anne-Charlotte d'Ursel, Christine Sallé, Caroline Lhoir, Cécile Vainsel, Etienne Dujardin, Muriel Godhaird-Sterckx, Marie Cruysmans, Antoine Bertrand, Jonathan de Patoul, Christiane Mekongo Ananga, Cathy Vaessen, Hatiana Martine LUWANA, Florentine Röell, Vincent Wauters, François-Julien De Smet, Yvan Verougstraete, Jean-Nicolas Laurent Josi, Emmanuel Fouarge, Géraldine de Chestret de Haneffe, Clémence Decrop, Sophie Hiernaux, Noureddine Chaghouani , Laurent de Spirlet, Anne Delvaux de Fenffe, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Florence van Lamsweerde, *Secrétaire communale/Gemeentesecretaris.*

Excusés
Verontschuldigd

Damien De Keyser, *Échevin/Schepen* ;
Alexia Bertrand, Fabienne Puel van Raemdonck, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden.*

Ouverture de la séance à 20:00
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Interpellations - Interpellaties

21.04.2026/A/0001 **CC - Interpellation citoyenne à la demande de Mme Valérie MAUS de ROLLEY et Mme Lorena CRISMER, citoyens, représentant au moins 25 personnes domiciliées dans la commune et âgées de 16 ans au moins - "Nouvelle gestion du stationnement à Woluwe-Saint-Pierre entrée en vigueur le 1er mars 2026"**

LE CONSEIL,
Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 84ter et 89bis ;
Vu le dossier intitulé "Interpellation citoyenne - "Nouveau gestion du stationnement à Woluwe-Saint-Pierre entrée en vigueur le 1er mars 2026"", inscrit à l'ordre du jour de la présente séance du Conseil communal à la demande de Mme Valérie MAUS de ROLLEY et Mme Lorena CRIMER, citoyens, représentant au moins 25 personnes domiciliées dans la commune et âgées de 16 ans au moins ;
Vu l'interpellation inscrite à l'ordre du jour à la demande de M. Jonathan de PATOUL, conseiller communal, intitulée "La nouvelle politique du stationnement avec parking Brussels" ;
Considérant l'opportunité d'aborder cette interpellation dans le cadre de la présente interpellation citoyenne relative au même sujet ;
ENTEND :

1. l'interpellation citoyenne au Conseil communal de Woluwe-Saint-Pierre relative au "Nouvelle gestion du stationnement à Woluwe-Saint-Pierre entrée

en vigueur le 1er mars 2026", dont résumé ci-après établi par M. Alexander WAGNER, citoyen, et porte-parole de Mme Valérie MAUS de ROLLEY et Mme Lorena CRIMER :

"A. Exposé :
Début mars 2026, les habitants de Woluwe-Saint-Pierre ont constaté l'entrée en vigueur de la gestion du stationnement par parking.brussels.
Jusqu'alors, la politique communale de stationnement reposait sur une gestion de proximité et humaine qui tenait compte des réalités du terrain et permettant une certaine souplesse dans l'application des règles. Cette approche visait avant tout à assurer une rotation raisonnable des véhicules, tout en maintenant un équilibre avec la qualité de vie des habitants.
Ce transfert fait état de difficultés concrètes :

- des mesures illogiques au détriment des riverains (modification du statut des riverains en zone orange avec la nouvelle interdiction pour eux en zone orange pour alors qu'ils le pouvaient auparavant)
- une relation impersonnelle et digitalisée avec l'autorité gestionnaire
- des procédures administratives complexes et peu accessibles
- un système de contrôle automatisé, via les scan-cars (illégales en zones bleues), qui ne prennent pas en compte les situations particulières
- un sentiment d'augmentation de la pression financière liée au stationnement (les prix deviennent prohibitifs et provoquent de l'exclusion sociale)
- Pas de possibilité de paiement en liquide qui reste un moyen de paiement officiel

La digitalisation complète des démarches pose un problème d'inclusion, notamment pour les personnes âgées ou celles qui ne disposent pas des outils numériques nécessaires. Or, l'accès à un service public doit rester garanti pour tous. Les heures de permanence sont maintenant très limitées.
Parking.brussels est décrié par tous les Bruxellois comme étant un outil essentiellement répressif avec comme seul objectif de faire du profit. La délégation de la gestion à cette société détourne l'objectif initial de régulation au profit d'un sentiment d'injustice. Nous craignons d'ailleurs à terme que les zones bleues à disque deviennent payantes vu les gains à générer.
Woluwe Saint-Pierre est une Commune de proximité où les habitants se sentent bien et nous voulons que nos élus préservent l'approche locale.
L'ordonnance régionale du 6 juillet 2022 prévoit une harmonisation, mais elle n'oblige en aucun cas à prendre un gestionnaire externe.

Pourquoi changer une équipe qui gagne ?

B. Question(s) posée(s) au Collège des Bourgmestre et Echevins :

1. Comment revenir au système de gestion initial car l'ordonnance régionale n'imposait en rien l'utilisation d'un gestionnaire externe, et en attendant :
2. Qu'allez-vous faire pour que les riverains en zone orange puissent continuer à se garer devant chez eux ?
3. Quelles garanties la commune a-t-elle obtenues de parking.brussels afin de maintenir un service accessible, notamment pour les publics non numérisés et qui ne peuvent se déplacer ?
4. Des mécanismes d'assouplissement ou de recours effectifs, non contraignants et rapides sont-ils prévus pour tenir compte de situations exceptionnelles ?
5. Qu'envisage la Commune pour adapter certaines modalités locales (durées, cartes visiteurs) afin de préserver la qualité de vie des habitants et des

personnes qui rendent des services aux habitants (aides-soignantes, pédicure, coiffeurs, famille, amis, clients de nos commerces, patients de médecins, kinés, dentistes, aide-ménagères, professeurs, enseignants de nos écoles, parents d'élèves dans nos écoles etc...) ?

6. Une évaluation de l'impact de ce transfert est-elle prévue à court terme, exclusivement en concertation avec les riverains ?
7. Comment organiser un referendum de tous les habitants pour qu'ils donnent leur accord sur cette passation de gestion à une agence externe à la Commune et y mettre fin ?
8. Promettez-vous aux Wolusainpétrusiens de ne jamais faire passer les zones bleues en zone verte, puisque c'est La Commune qui décide cet état de fait et non parking.brussels ou la Région ?" ;

2. l'intervention de M. Jonathan de PATOUL et Mme Anne-Charlotte d'URSEL, conseillers communaux ;
3. la réponse suivante qui leur est donnée par M. Dominique HARMEL, échevin :

"Chère Madame, Cher Collègue,

Je vous remercie pour vos interpellations.

Je voudrais pour commencer vous faire un bref historique de la réglementation du stationnement en région Bruxelles-Capitale.

1. L'ordonnance du 22.01.2009 et son arrêté du 18.07.2013 (applicable en janvier 2014) fixaient :
   - 15 minutes gratuites à l'horodateur ;
   - pas de carte de stationnement en zone orange.

   L'arrêté du 27.10.2016 (applicable en janvier 2017) instaurait un maximum de 100 cartes visiteurs de 4h30 de stationnement par an et par ménage alors que nous avons continué à accorder des cartes pour un jour et sans limite de quantité.

   L'ordonnance du 06.07.2022 et son arrêté du 20.10.2022 (applicable en mai 2023) maintenaient ces dispositions et prévoyaient en plus :
   - l'augmentation du tarif de la 2 ème carte à 120€ ;
   - la suppression de la 3 ème carte de stationnement.

   Il était également prévu une indexation des tarifs au 01.05.2025 (2 ème carte = 127€) et ensuite une indexation tous les 3 ans.

2. Pendant plus de 12 ans (de 2014 à 2026), nous avons décidé de ne pas suivre la politique imposée par la Région et nous avons accordé à WSP :

   - 30 minutes gratuites à l'horodateur ;

   - octroi d'une carte spéciale pour les habitants de la zone orange pour stationner devant chez eux.

   Pendant plus de 2 ans et demi (mai 2023 à décembre 2025), nous n'avons pas augmenté le tarif de la 2ème carte (maintenu à 50€ au lieu de 120€) et avons continué à octroyer une 3ème carte (27 cartes à 250€) voire, dans un cas exceptionnel, une 4ème carte (250€).

   Vous constaterez qu'indépendamment de ce qui nous était imposé par la Région depuis 2014, nous avons mené une politique favorable à nos habitants et à

l'ensemble des personnes qui fréquentent notre commune jusqu'à fin 2025.

3. Je dois vous rappeler que notre règlement-redevance en matière de stationnement venait à échéance le 31.12.2025. Nous devions donc voter un nouveau règlement avec une obligation de soumettre le projet de règlement à l'Agence régionale pour avis et à la tutelle régionale.

   Ce règlement se devait de respecter les prescrits de l'ordonnance régionale de 2022.

   En vertu de l'article 15 §3 de l'ordonnance, si la Région constate qu'une Commune n'exerce pas les missions de contrôle et de perception, le Gouvernement peut charger l'Agence du stationnement d'exercer ces missions à la place de la Commune.Je viens d'apprendre que la Commune de Saint-Josse-ten-Noode n'a pas respecté l'ordonnance régionale et a vu son nouveau règlement de stationnement cassé par la tutelle.

   Face à cette situation, nous avons demandé à Parking Brussels, comme le faisaient déjà 12 autres communes de la Région, de gérer le stationnement à WSP.

   Cela nous a pris des mois de discussions depuis mi 2025.

   Dès le début des négociations, conscients que nous ne respections pas les règles de la Région, nous avons demandé à Parking Brussels s'il était possible de maintenir les 30 minutes gratuites à l'horodateur et d'accepter les cartes spéciales pour les habitants de la zone orange.

   Parking Brussels a essayé de négocier auprès du Gouvernement les 30 minutes mais il ne peut déroger à ce principe. Toutefois, il existe une tolérance de 10 minutes avant la prise du ticket et de 5 minutes après, soit en pratique 30 minutes.

   En ce qui concerne la zone orange, il leur était impossible d'accepter les cartes dans cette zone, ce qui nous a amené à leur demander de pouvoir réduire fortement la zone orange pour impacter le moins d'habitants dans cette zone (135 habitants <> 288 - donc réduction de plus de la moitié).

   Dans un premier temps, il nous a été répondu que ce n'était pas possible car nous ne pouvions rétrograder une zone en la changeant par une zone moins stricte.Vu notre insistance et le fonctionnement de notre zone orange depuis plus de 12 ans, nous sommes tout de même parvenus à obtenir que la zone orange soit réduite de plus de la moitié et qu'elle soit transformée en zone verte permettant ainsi aux riverains d'y stationner grâce à leur carte de stationnement.

4. Pour revenir aux questions posées au Collège, vous avez raison, nous n'étions pas obligés de faire appel à un gestionnaire externe mais les règles (15 minutes gratuites et pas de carte en zone orange) de l'ordonnance devaient être respectées tant par nous que par Parking Brussels.

   Malheureusement, la Commune ne peut rien y changer. C'est à la Région et/ou au Gouvernement de modifier son ordonnance et/ou son arrêté pour assouplir ou modifier certaines règles.

   Pour ce qui est de l'accessibilité du service, nous avons exigé des heures de présence à la Commune. Il y a deux permanences (mercredi de 14h à 16h + jeudi de 16h à 18h30) avec deux guichets ouverts.

   Le service des Taxes qui assurait précédemment le service continue à être en contact avec Parking Brussels tant pour des problèmes liés aux cartes de stationnement que des contestations exceptionnelles de redevances.

   Pour préserver la qualité de vie de nos habitants qui utilisent divers services (cf. cartes visiteurs limitées à 4h30 de stationnement, devenues virtuelles), nous ne

pouvons encore une fois que vous dire que c'est la Région qui a fixé les règles et que c'est à elle de les modifier. Que ce soit nous ou Parking Brussels, nous sommes tous tenus de les appliquer.

Nous avons effectivement des réunions avec Parking Brussels pour assurer le suivi. Il est prévu un comité d'accompagnement qui se réunira tous les 2 mois.Nous avons d'ailleurs eu une réunion ce matin avec Parking Brussels où nous leur avons fait part d'un certain nombre de vos griefs tels que : file d'attente et pas de paiement au guichet, lenteur d'enregistrement des cartes, demande de réponse rapide aux contestations, …

L'ordonnance nous étant imposée par la Région, je ne vois pas sur quelle base nous pourrions organiser un référendum communal.

Pour ce qui est du changement des zones de stationnement, je m'engage aussi longtemps que je serai responsable de la politique du stationnement que je gère depuis 14 ans à ne changer quoi que ce soit. Toute instauration de nouvelle zone réglementée l'a toujours été en concertation avec les riverains du quartier concerné. Nous continuerons à respecter cette règle.

En conclusion, mis à part la réduction de la gratuité de 30 à 15 minutes et la réduction de la zone orange, rien n'a changé.

Pour répondre à l'interpellation de Monsieur de Patoul : je pense que le principal a déjà été dit.

Nous confirmons qu'il y a eu quelques problèmes de démarrage.

1. L'envoi de redevances indues alors qu'il s'agissait de tests effectués par Parking Brussels. Nous sommes intervenus auprès de Parking Brussels qui a annulé les redevances et envoyé un courrier rectificatif.

2. La communication sur la nouvelle zone orange,

   Pour remédier à ce problème, le 10.04.2026, nous avons adressé un mail directement à chaque ancien titulaire d'une carte de stationnement "zone orange" avec un mot d'explication + la brochure et le flyer. Ceux pour lesquels nous n'avions pas d'adresse mail, nous leur avons fait parvenir les mêmes informations par courrier nominatif, déposé dans leur boite aux lettres.

   Nous venons ce matin de demander également à Parking Brussels d'annuler de manière automatique toutes les redevances établies jusqu'au 15.04.2026 aux anciens détenteurs d'une carte de stationnement valable en zone orange. Une confirmation va d'ailleurs leur être envoyée.

3. Nous avons reçu un certain nombre de plaintes notamment quant aux nouvelles règles applicables auxquelles nous avons répondu.

4. Nous avons eu ce matin un comité de suivi et avons demandé une réponse aux différents griefs énoncés ci-avant.

5. En ce qui concerne les procédures de recouvrement, Parking Brussels nous confirme respecter les termes de l'ordonnance, à savoir contrainte non fiscale ou justice de paix. Si contestation d'une redevance, Parking Brussels nous confirme ne pas suspendre le recouvrement vu leur réponse rapide (4 jours) à la contestation.

6. La décision de mettre Stockel en zone orange n'est pas nouvelle. Nous l'avons juste réduite d'environ 60% pour impacter le moins d'habitants vu les règles de l'ordonnance qui nous sont imposées.

Seule une modification de l'ordonnance et de l'arrêté permettrait d'autoriser les

habitants de la zone orange à stationner devant chez eux et d'augmenter la gratuité de 15 à 30 minutes en zone payante orange et verte.".

Le Conseil prend acte de l'interpellation citoyenne et de la réponse donnée.

Georges Dallemagne entre en séance / treedt in zitting.

21.04.2026/A/0002 **CC - Interpellation - "La nouvelle politique du stationnement avec parking Brussels" (M. Jonathan de PATOUL)**

LE CONSEIL,
Vu le dossier intitulé "Interpellation - "La nouvelle politique du stationnement avec parking Brussels"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de M. Jonathan de PATOUL, conseiller communal ;
Considérant l'opportunité d'aborder cette interpellation dans le cadre de l'interpellation citoyenne relative au même sujet ;
ENTEND :

1. l'interpellation "La nouvelle politique du stationnement avec parking Brussels", dont résumé ci-après établi par l'intéressé :

"Monsieur l'Échevin des finances, Monsieur l'Échevin de la mobilité,
Le rapport thématique 2026 de la médiatrice bruxelloise, consacré au stationnement, a été publié il y a quelques semaines et ses constats sont particulièrement interpellants.
Avec 450 plaintes enregistrées en 2025, en forte augmentation, ce rapport met en évidence un malaise croissant en Région bruxelloise des usagers face à un système devenu, pour beaucoup, illisible et inéquitable.
La médiatrice pointe entre autres des dysfonctionnements préoccupants dans le traitement des contestations, avec des procédures de recouvrement qui peuvent être engagées alors même que des recours sont encore en cours d'examen.
Lorsque le collège a pris la décision de transférer la gestion du stationnement à Parking Brussels, nous, DéFI, nous sommes inquiétés de l'impact sur les wolusampétrusiens. S'il y avait effectivement lieu de réfléchir à une collaboration avec PB, nous pointions déjà à l'époque des craintes dans la gestion effective de l'agence ou encore dans la capacité de celle-ci de répondre aux plaintes déposées dans des délais acceptables.
Le transfert du stationnement est effectif depuis presque 2 mois, mais semble déjà, malheureusement, poser des problèmes.
Différence entre les informations sur le site de Parking Brussels et celles du WoluMag et de la commune. Zone orange à Stockel qui empêche les riverains de se garer devant chez eux. Erreur dans les redevances demandées. Non-possibilité de renouveler sa carte de stationnement dû à un problème informatique. À ce sujet, Parking Brussels répond que le dossier est en attente, mais que s'ils reçoivent des amendes, ils seront remboursés… La commune répond, elle, que ce n'est plus ses affaires. Une autre personne qui avait une voiture de remplacement du garage qui a dû échanger de nombreux emails pour tenter de se faire rembourser une amende envoyée au garage de ce véhicule de remplacement, alors qu'elle avait fait les démarches et qu'on lui avait dit que tout était en ordre…
Pourriez-vous dès lors nous faire le point sur la situation ?
Depuis le transfert à Parking.brussels, combien de plaintes avez-vous reçues, et pouvez-vous confirmer que leur nombre est en nette augmentation ?
Pouvez-vous confirmer que des redevances ont été envoyées à tort ou contestées à juste titre par des habitants, et combien de cas de ce type avez-vous identifiés à

ce jour ?
Les citoyens se rendent-ils physiquement à la commune pour demander de l'aide ?
Quel retour avez-vous eu de Parking Brussels durant ces 2 mois ?
Sur quelle base juridique des procédures de recouvrement peuvent-elles être engagées alors que des contestations sont encore en cours d'examen et considérez-vous cela comme acceptable vis-à-vis des citoyens ?
Quelles instructions ou cadres ont été fixées à Parking.brussels concernant le stationnement à Woluwe-Saint-Pierre ?
Qui a pris la décision de mettre Stockel en zone orange dans ces conditions, et assumez-vous aujourd'hui les conséquences concrètes pour les riverains qui ne peuvent plus se stationner normalement à proximité de leur domicile ?
Quelles garanties avez-vous exigées de Parking.brussels pour protéger les habitants contre les erreurs, les abus ou les procédures injustes et pouvez-vous nous dire si ces garanties sont aujourd'hui respectées ?
Enfin, quels dispositifs de suivi existent aujourd'hui pour évaluer l'évolution de ces problématiques au sein de la commune et en collaboration avec PB ?" ;

2. la réponse à la présente interpellation lui a été donnée par M. Dominique HARMEL, échevin, dans le cadre de l'interpellation citoyenne relative au même sujet.

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

Secrétariat - Secretariaat

21.04.2026/A/0003 **CC - Adoption du registre des délibérations de la séance du 31.03.2026**

LE CONSEIL,
Considérant que le registre de la séance précédente a été mis à la disposition des membres du Conseil communal sept jours francs au moins avant la séance de ce jour ;
Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 89, et le règlement d'ordre intérieur du Conseil communal, notamment les articles 31 et 32 ;
DECIDE d'approuver le registre des délibérations de la séance du 31.03.2026.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

GR - Goedkeuring van het register der beraadslagingen van de zitting van 31.03.2026

DE RAAD,
Overwegende dat het register van de vorige zitting ter inzage van de Gemeenteraadsleden werd gelegd ten minste zeven vrije dagen voor de zitting van heden ;
Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 89, en het huishoudelijk reglement van de Gemeenteraad, met name de artikels 31 en 32 ;
BESLUIT het register der beraadslagingen van de zitting van 31.03.2026 goed te keuren.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

21.04.2026/A/0004 **CC - Ordonnance du 14.12.2017 conjointe à la Région de Bruxelles-Capitale et à la Commission communautaire commune sur la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois - Organisation par la commune de réunions de travail, de commissions, de fêtes, ... - Débours - Exercice 2025 - Prise de connaissance**

LE CONSEIL,
Vu l'ordonnance du 14.12.2017 conjointe à la Région de Bruxelles-Capitale et à la Commission communautaire commune sur la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois ;
Vu l'arrêté d'exécution du 24.01.2019 conjoint du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et du Collège réuni de la Commission communautaire commune portant exécution de l'article 5, § 1 de ladite ordonnance conjointe ;
Vu la circulaire du 20.11.2018 de la Région de Bruxelles-Capitale relative à l'application de ladite ordonnance conjointe ;
Vu notamment le point "Frais de représentation" de ladite circulaire qui précise les éléments suivants : "Si la commune souhaite inviter les dirigeants d'une ville jumelée ou si le collège organise un repas pour discuter avec les représentants d'une autorité supérieure, ce n'est pas le mandataire individuel, mais la commune qui prend l'initiative et paie les frais. Il ne s'agit pas alors de frais de représentation, de frais de fonctionnement ou d'avantages de toute nature pour les mandataires. Il en va de même, par exemple, pour un déjeuner frugal servi lors d'une réunion interne" ;
PREND CONNAISSANCE, dans le cadre de l'application de l'ordonnance du 14.12.2017 conjointe à la Région de Bruxelles-Capitale et à la Commission communautaire commune sur la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois et de sa circulaire d'application du 20.11.2018, des débours ci-après, supportés pour l'exercice 2025 par la commune de Woluwe-Saint-Pierre et relatifs à l'organisation par la seule commune de réunions de travail internes et externes, de commissions de concertation, de fêtes, ... :

1. Repas ou collations servis aux membres du Collège des Bourgmestre et Echevins et aux membres de la Commission de Concertation Urbanisme lors de réunions de travail 2025 (délibération #019/27.12.2024/B/0004#) :
    a. avec imputation à l'article 1010/123-16 en faveur de :
        - LA PETITE GRANGE pour un montant total de 1.087,50 EUR
        - FONTEYNE THE KITCHEN pour un montant total de 295,93 EUR
        - LE PAIN QUOTIDIEN pour un montant total de 1.351,20 EUR
        - ROB pour un montant total de 776,46 EUR
        - LA TARTINETTE pour un montant total de 186,60 EUR
        - PISTOLET ORIGINAL pour un montant total de 2.206,50 EUR
        - SUSHI SHOP pour un montant total de 990,00 EUR
        - O LIBAN pour un montant total de 295,00 EUR
        - LCA S.P.R.L. Traiteur PANDIN pour un montant total de 1.071,00 EUR
        - PREGO SHOP pour un montant total de 466,80 EUR
        - FRESH MED pour un montant total de 250,00 EUR
        - YU and CONG pour un montant total de 125,60 EUR
        - Les Comptoirs des Davids pour un montant total de 234,00 EUR
        - PROXY DELHAIZE pour un montant total de 22,22 EUR

- DELHAIZE LE LION pour un montant total de 8,99 EUR
- S.R.L. THE AUTHENTIC FOOD COMPANY pour un montant total de 392,50 EUR

b. avec imputation à l'article 9300/123-16 en faveur de :
- LCA S.P.R.L. Traiteur PANDIN pour un montant total de 3.656,30 EUR

2. Déjeuners de travail organisés en 2025 à l'initiative de l'autorité communale ou des chefs de service (délibération #019/27.12.2024/B/0003#) :
   a. avec imputation à l'article 1010/123-16 en faveur de :
      - DEBOSI pour un montant total de 120,20 EUR
      - ROB pour un montant total de 32,50 EUR
      - LA PETITE GRANGE pour un montant total de 13,80 EUR
   b. avec imputation à l'article 1040/123-16 en faveur de :
      - LA PETITE GRANGE pour un montant total de 255,00 EUR
   c. avec imputation à l'article 1060/123-16 en faveur de :
      - LA TARTINETTE pour un montant total de 264,59 EUR
   d. avec imputation à l'article 1210/123-16 en faveur de :
      - LA TARTINETTE pour un montant total de 226,44 EUR
   e. avec imputation à l'article 7221/123-16 en faveur de :
      - LA TARTINETTE pour un montant total de 714,20 EUR
   f. avec imputation à l'article 7620/123-16 en faveur de :
      - Traiteur NORRÉ pour un montant total de 4.120,73 EUR
      - FLEUR DE MENTHE pour un montant total de 53,00 EUR
      - "VANCOMPENOLLE SLAGERIJ" pour un montant total de 96,00 EUR
   g. avec imputation à l'article 8790/123-16 en faveur de :
      - APUS & LES COCOTTES VOLANTES pour un montant total de 789,00 EUR
      - SIDICO pour un montant total de 371,92 EUR
3. Fête annuelle du personnel pensionné 2025 (délibération#019/03.07.2025/B/0030#) :
   a. avec imputation à l'article 1310/123-16 en faveur de :
      - Traiteur DUCHATEAU pour un montant total de 14.840,00 EUR
4. Fête annuelle de Saint-Eloi 2025 (Bon de commande 2025/2032) :
   a. avec imputation à l'article 1370/123-16 en faveur de :
      - PLOUF ET BABALLE pour un montant total de 5.490,00 EUR
5. Présentation des Voeux 2025 (délibération #019/09.01.2025/B/0009#) :
   1. avec imputation à l'article 1050/123-16 en faveur de :
      - S.R.L. THE AUTHENTIC FOOD COMPANY pour un montant total de 2.377,80 EUR
      - Mme Sophie FLEURY (Minuscule) pour un montant total de 1.861,40 EUR
6. Prix des Arts de Woluwe-Saint-Pierre 2025 (délibération #019/08.05.2025/B/0017#)
   a. avec imputation à l'article 7700/123-16 en faveur de :
      - FONTEYNE THE KITCHEN pour un montant total de 351,70 EUR.

Le Conseil prend connaissance.

GR - Gezamenlijke ordonnantie van 14.12.2017 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende de transparantie van de bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbare mandaathouders - Organisatie door de gemeente van werkvergaderingen, van

commissies, van feesten, ... - Onkosten - Dienstjaar 2025 - Kennisneming

DE RAAD,
Gelet op de gezamenlijke ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 14.12.2017 betreffende de transparantie van de bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbare mandaathouders ;
Gelet op het gezamenlijk uitvoeringsbesluit van 24.01.2019 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie ter uitvoering van artikel 5, § 1 van genoemde gezamenlijke ordonnantie ;
Gelet op de omzendbrief van 20.11.2018 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de toepassing van genoemde gezamenlijke ordonnantie ;
Gelet met name op punt "Representatiekosten" van voornoemde omzendbrief waarin het volgende bepaald wordt : "Als de gemeente het bestuur van een zusterstad wenst uit te nodigen of als het college een maaltijd organiseert met het oog op besprekingen met een hogere overheid, is het de gemeente en niet de individuele mandaathouder die daartoe het initiatief neemt en de kosten betaalt. Het gaat dan niet om representatiekosten, werkingskosten of voordelen van alle aard voor de mandaathouders. Hetzelfde geldt bijvoorbeeld voor een bescheiden lunch tijdens een interne vergadering." ;
NEEMT KENNIS, in het kader van de de gezamenlijke ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 14.12.2017 betreffende de transparantie van de bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbare mandaathouders en van zijn toepassingsomzendbrief van 20.11.2018, van de hierna vermelde kosten gedragen door de gemeente Sint-Pieters-Woluwe voor het dienstjaar 2025 en met betrekking tot de organisatie enkel en alleen op initiatief van de gemeente van interne en externe werkvergaderingen, van overlegcommissies, van feesten, ... :

1. (Lichte) maaltijden opgediend aan de leden van het College van Burgemeester en Schepenen en aan de leden van de Stedenbouwkundige Overlegcommissie tijdens werkvergaderingen 2025 (beraadslaging #019/27.12.2024/B/0004#) :
    a. geboekt op artikel 1010/123-16 ten gunste van :
        - "LA PETITE GRANGE" voor een totaalbedrag van 1.087,50 EUR
        - FONTEYNE THE KITCHEN voor een totaalbedrag van 295,93 EUR
        - "LE PAIN QUOTIDIEN" voor een totaalbedrag van 1.351,20 EUR
        - ROB voor een totaalbedrag van 776,46 EUR
        - "LA TARTINETTE" voor een totaalbedrag van 186,60 EUR
        - "PISTOLET ORIGINA"L voor een totaalbedrag van 2.206,50 EUR
        - SUSHI SHOP voor een totaalbedrag van 990,00 EUR
        - O LIBAN voor een totaalbedrag van 295,00 EUR
        - LCA S.P.R.L. "Traiteur PANDIN" voor een totaalbedrag van 1.071,00 EUR
        - PREGO SHOP voor een totaalbedrag van 466,80 EUR
        - FRESH MED voor een totaalbedrag van 250,00 EUR
        - YU and CONG voor een totaalbedrag van 125,60 EUR
        - "Les Comptoirs des Davids" voor een totaalbedrag van 234,00 EUR
        - PROXY DELHAIZE voor een totaalbedrag van 22,22 EUR

        - "DELHAIZE LE LION" voor een totaalbedrag van 8,99 EUR
        - S.R.L. THE AUTHENTIC FOOD COMPANY voor een totaalbedrag van 392,50 EUR
    b. geboekt op artikel 9300/123-16 ten gunste van :
        - LCA "S.P.R.L. Traiteur PANDIN" voor een totaalbedrag van 3.656,30 EUR
2. Werklunches gehouden in 2025 op initiatief van de gemeentelijke overheid of van de dienstverantwoordelijken (beraadslaging #019/27.12.2024/B/0003#) :
    a. geboekt op artikel 1010/123-16 ten gunste van :
        - DEBOSI voor een totaalbedrag van 120,20 EUR
        - ROB voor een totaalbedrag van 32,50 EUR
        - "LA PETITE GRANGE" voor een totaalbedrag van 13,80 EUR
    b. geboekt op artikel 1040/123-16 ten gunste van :
        - "LA PETITE GRANGE" voor een totaalbedrag van 255,00 EUR
    c. geboekt op artikel 1060/123-16 ten gunste van :
        - "LA TARTINETTE" voor een totaalbedrag van 264,59 EUR
    d. geboekt op artikel 1210/123-16 ten gunste van :
        - "LA TARTINETTE" voor een totaalbedrag van 226,44 EUR
    e. geboekt op artikel 7221/123-16 ten gunste van :
        - "LA TARTINETTE" voor een totaalbedrag van 714,20 EUR
    f. geboekt op artikel 7620/123-16 ten gunste van :
        - "Traiteur NORRÉ" voor een totaalbedrag van 4.120,73 EUR
        - "FLEUR DE MENTHE" voor een totaalbedrag van 53,00 EUR
        - VANCOMPENOLLE SLAGERIJ voor een totaalbedrag van 96,00 EUR
    g. geboekt op artikel 8790/123-16 ten gunste van :
        - "APUS & LES COCOTTES VOLANTES" voor een totaalbedrag van 789,00 EUR
        - SIDICO voor een totaalbedrag van 371,92 EUR
3. Jaarlijks feest 2025 ter ere van het gepensioneerd personeel (beraadslaging #019/03.07.2025/B/0030#) :
    a. geboekt op artikel 1310/123-16 ten gunste van :
        - "Traiteur DUCHATEAU" voor een totaalbedrag van 14.840,00 EUR
4. Jaarlijks feest 2025 van Sint-Elooi (bestelbon 2025/2032) :
    a. geboekt op artikel 1370/123-16 ten voordele van :
        - "PLOUF ET BABALLE" voor een totaalbedrag van 5.490,00 EUR
5. Presentatie van Wensen 2025 (beraadslaging #019/09.01.2025/B/0009#) :
    a. geboekt op artikel 1050/123-16 ten gunste van :
        - S.R.L. THE AUTHENTIC FOOD COMPANY voor een totaalbedrag van 2.377,80 EUR
        - "Mme Sophie FLEURY" ("Minuscule") voor een totaalbedrag van 1.861,40 EUR
6. Kunstprijs van Sint-Pieters-Woluwe 2025 (beraadslaging #019/08.05.2025/B/0017#)
    a. geboekt op artikel 7700/123-16 ten gunste van :
        - FONTEYNE THE KITCHEN voor een totaalbedrag van 351,70 EUR.

De Raad neemt kennis.

Service juridique - Juridische dienst

21.04.2026/A/0005 **CC - Sociétés intercommunales auxquelles la commune est associée - Approbation d'une modification des statuts de l'intercommunale INTERFIN**

LE CONSEIL,
Vu la Nouvelle loi communale, et en particulier son article 117 relatif aux compétences et au fonctionnement du conseil communal ;
Vu le souhait des communes et de INTERFIN de participer activement à la transition énergétique ;
Vu la volonté exprimée par le Conseil d'administration de INTERFIN de modifier la stratégie d'investissement, de la société, ce qui implique une modification de l'objet social de l'entreprise, et ce afin de contribuer à la pérennité des dividendes reversés aux communes ;
Vu l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale, et notamment son article 62 al. 2 qui prévoit que « Toute modification aux statuts qui entraîne pour les communes des obligations supplémentaires ou une diminution de leurs droits doit faire l'objet d'une délibération des conseils communaux » ;
Vu le Code des Sociétés et des Associations (CSA), pour ce qui concerne le fonctionnement d'une société coopérative et en particulier les articles 6.1, 6.85 et 6.86;
Vu le dossier soumis par INTERFIN comprenant notamment :

- une note explicative sur les modifications statutaires,
- le projet de modification des statuts,
- le rapport spécial justifiant la modification de l'objet social ;

Considérant que les modifications statutaires proposées bien qu'élargissant l'objet social n'auront pas de conséquences directes sur les droits et obligations des communes et que ces modifications n'auront aucun impact financier sur les communes, l'intercommunale cherchant à pérenniser, par l'élargissement de ses possibilités d'investissement, les dividendes reversés aux Communes, sans envisager de demander un quelconque financement des Communes pour soutenir sa nouvelle stratégie ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins :
DÉCIDE :

1. d'approuver les modifications des articles 3 et 30 des statuts telles que détaillées en annexe ;
2. de désigner M. Tanguy VERHEYEN afin de représenter la commune lors de l'assemblée générale extraordinaire du 11 juin 2026 qui se tiendra devant notaire ;
3. de charger le(s) représentant(s) de la commune au sein de INTERFIN de voter en ce sens lors de l'assemblée.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

GR - Intercommunale maatschappijen waarbij de gemeente aangesloten is - Goedkeuring van een statutenwijziging van de intercommunale INTERFIN

DE RAAD,
Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder artikel 117 betreffende de

bevoegdheden en de werking van de gemeenteraad ;
Gelet op de wens van de gemeenten en INTERFIN om actief deel te nemen aan de energietransitie ;
Gelet op de door de Raad van bestuur van INTERFIN geuite wil om de investeringsstrategie van de vennootschap aan te passen, wat een wijziging van het maatschappelijk doel van de onderneming met zich brengt, om bij te dragen aan de continuïteit van de dividenden die aan de gemeenten worden betaald ;
Gelet op de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke vormen van gemeentelijk beheer en de intercommunale samenwerking, en meer bepaald artikel 62, tweede lid, dat bepaalt dat "Elke wijziging van de statuten die voor de gemeenten bijkomende verplichtingen of een vermindering van hun rechten met zich meebrengt, het voorwerp moet uitmaken van een beraadslaging van de gemeenteraden" ;
Gelet op het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen (WVV), inzonderheid de artikelen 6.1, 6.85 en 6.86 betreffende de werking van een coöperatieve vennootschap ;
Gelet op het door INTERFIN voorgelegde dossier, met name :

- een toelichtende nota over de statutenwijzigingen,
- het ontwerp van statutenwijziging,
- het bijzondere verslag dat de wijziging van het maatschappelijk doel motiveert ;

Overwegende dat de voorgestelde statutenwijzigingen, hoewel zij het maatschappelijk doel uitbreiden, geen rechtstreekse gevolgen hebben voor de rechten en verplichtingen van de gemeenten en dat deze wijzigingen geen financiële impact zullen hebben voor de gemeenten, aangezien de intercommunale door de uitbreiding van haar investeringsmogelijkheden de continuïteit van de dividenden die aan de gemeenten worden betaald wenst te verzekeren zonder te overwegen om bijkomende financiering aan de gemeenten te vragen ter ondersteuning van haar nieuwe strategie ;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen :
BESLUIT :

1. de wijzigingen van de artikelen 3 en 30 van de statuten, zoals uiteengezet in de bijlage, goed te keuren ;
2. Dhr. Tanguy VERHEYEN aan te duiden om de gemeente te vertegenwoordigen op de buitengewone algemene vergadering van 11 juni 2026, die voor de notaris zal plaatsvinden ;
3. de vertegenwoordiger(s) van de gemeente binnen INTERFIN te gelasten in deze zin te stemmen tijdens de vergadering.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

21.04.2026/A/0006 **CC - Contentieux - Urbanisme - Requête en annulation devant le Conseil d'Etat introduit par Mme WOLTERS et consorts - Décision du fonctionnaire délégué du 12.09.2025 d'octroyer un permis d'urbanisme à la société COPEL IMMO - Rue Saint-Hubert 17 - Permis d'urbanisme Urban.Brussels 19/PFD/1904975 - Requête en annulation - Intervention volontaire - Autorisation d'ester en justice**

LE CONSEIL,
Vu la demande de permis d'urbanisme initiale introduite le 15.06.2023 par COPEL IMMO pour changer l'utilisation d'un immeuble d'activité productive artisanale vers une autre nature d'activité productive (activité productive de bien immatériel) et mettre en conformité le volume bâti et les façades de l'immeuble sis rue Saint-Hubert 17, 1150 Bruxelles ;

Vu l'avis de la commission de concertation du 06.06.2024, dont il ressort que la commune a remis un avis défavorable et le Fonctionnaire délégué un avis favorable conditionnel ;
Vu la décision d'octroi de permis d'urbanisme du 12.09.2025 ;
Vu le recours en annulation introduit en date du 16.01.2026 par les riverains contre le permis d'urbanisme octroyé à COPEL IMMO ;
Considérant qu'il convient d'introduire une requête en intervention volontaire devant le Conseil d'Etat, eu égard notamment au fait que la Région a renoncé à imposer des charges d'urbanisme ;
Considérant que la commune a été informée dudit recours par le greffe du Conseil d'Etat en date du 05.02.2026 ;
Considérant que vu l'urgence, le recours devant être introduit dans les 60 jours de la notification dudit permis, il revient au Collège des Bourgmestre et Echevins d'autoriser la commune à introduire ledit recours, étant entendu que cette autorisation sera soumise à ratification du plus prochain Conseil communal ;
DECIDE :

1. d'autoriser la commune à introduire une requête en intervention volontaire devant le Conseil d'Etat dans le cadre du recours en annulation introduit par des riverains contre le permis d'urbanisme octroyé à COPEL IMMO pour changer l'utilisation d'un immeuble d'activité productive artisanale vers une autre nature d'activité productive (activité productive de bien immatériel) et mettre en conformité le volume bâti et les façades de l'immeuble sis rue Saint-Hubert 17, 1150 Bruxelles ;
2. de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de l'exécution de la présente décision.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

GR - Geschillen - Stedenbouw - Beroep tot nietigverklaring bij de Raad van State ingesteld door Mevr. WOLTERS e.a. - Beslissing van de afgevaardigde ambtenaar van 12.09.2025 om een stedenbouwkundige vergunning te verlenen aan de vennootschap COPEL IMMO - Sint-Huibrechtsstraat 17 - Stedenbouwkundige vergunning Urban.Brussels 19/PFD/1904975 - Beroep tot nietigverklaring - Vrijwillige tussenkomst - Toestemming om in rechte op te treden

DE RAAD,
Gelet op de oorspronkelijke stedenbouwkundige vergunningsaanvraag, ingediend op 15.06.2023 door COPEL IMMO, om het gebruik van een gebouw te wijzigen van een ambachtelijke activiteit naar een ander type van productieve activiteit (activiteit die immateriële goederen produceert) en om het bebouwde volume en de gevels van het gebouw gelegen in de Sint-Huibrechtsstraat 17 te 1150 Brussel in overeenstemming te brengen ;
Gelet op het advies van de overlegcommissie van 06.06.2024, waaruit blijkt dat de gemeente een ongunstig advies heeft uitgebracht en de afgevaardigde ambtenaar een voorwaardelijk gunstig advies ;
Gelet op de beslissing tot toekenning van de stedenbouwkundige vergunning van 12.09.2025 ;
Gelet op het beroep tot nietigverklaring dat de buurtbewoners op 16.01.2026 hebben ingediend tegen de stedenbouwkundige vergunning die werd toegekend aan COPEL IMMO ;
Overwegende dat een verzoek tot vrijwillige tussenkomst dient ingediend te worden

bij de Raad van State, met name gezien het feit dat het gewest heeft afgezien van het recht om stedenbouwkundige lasten op te leggen ;
Overwegende dat de gemeente van genoemd beroep in kennis werd gesteld door de griffie van de Raad van State op 05.02.2026 ;
Overwegende dat, gezien het spoedeisende karakter, het beroep binnen 60 dagen na kennisgeving van de vergunning moet worden ingesteld, is het aan het College van Burgemeester en Schepenen om de gemeente te machtigen dit beroep in te stellen, met dien verstande dat deze machtiging door de volgende Gemeenteraad moet worden bekrachtigd ;
BESLUIT :

1. de gemeente te machtigen om bij de Raad van State een verzoek tot vrijwillige tussenkomst in te dienen in het kader van het beroep tot nietigverklaring dat door buurtbewoners is ingesteld tegen de stedenbouwkundige vergunning die aan COPEL IMMO is verleend om het gebruik van een gebouw te wijzigen van een productieve ambachtelijke activiteit in een ander soort productieve activiteit (activiteit die immateriële goederen produceert) en om het bebouwde volume en de gevels van het gebouw gelegen aan de Sint-Huibrechtsstraat 17 te 1150 Brussel in overeenstemming te brengen ;
2. het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met de uitvoering van deze beslissing.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

21.04.2026/A/0007 **CC - Propriétés communales - Chaussée de Stockel - Droit de passage à titre précaire et onéreux - Conditions - Nouvelle convention - A.S.B.L. LA SERRE OUTIL - Adoption**

LE CONSEIL,
Considérant la parcelle de terrain communale longeant la propriété sise chaussée de Stockel 305, 1150 Bruxelles, telle que cette parcelle de terrain est reprise au P.P.A.S. n° X/21 du 10.09.1979 en zone de voirie et au P.R.A.S. en zone de cimetière ;
Considérant que l'A.S.B.L. LA SERRE OUTIL, chaussée de Stockel 377, 1150 Bruxelles, est propriétaire de terrains situés en intérieur d'îlot cadastrés ou l'ayant été section D 177/K/2 partie, 177/Z/3 partie, 177/Y/3 partie et 177/S/3 partie, à l'arrière des propriétés sises chaussée de Stockel 305-307 et 307A et jouxtant pour partie la parcelle de terrain communale précitée ;
Considérant que l'A.S.B.L. LA SERRE OUTIL a demandé en 2015 à pouvoir accéder au terrain sis à l'arrière du 305 chaussée de Stockel, par la création, sur une partie de l'assiette de terrain communale, d'un droit d'emphytéose, d'une cession ou d'une servitude perpétuelle afin de faciliter l'accès de ses véhicules et camions d'enlèvement de déchets ;
Considérant qu'en date du 26.05.2015, le Conseil communal a décidé d'octroyer à l'A.S.B.L. LA SERRE OUTIL un droit de passage d'une superficie de 41 m² sur l'assiette de la parcelle de terrain communale jouxtant sa propriété cadastrée section D 177/K/2 enclavée à l'arrière de l'immeuble sis chaussée de Stockel 305 et le cimetière communal selon procès-verbal de mesurage dressé le 16.01.2014 par M. Michel ALEXANDRE, géomètre-expert de la S.P.R.L. TOGESIM, boulevard Saint-Michel 6 bte 4, 1150 Bruxelles, aux conditions suivantes :

1. durée déterminée de dix ans, à dater du mois qui suit l'octroi du permis d'urbanisme, renouvelable ensuite annuellement ;

2. paiement d'une redevance annuelle de 1.000,00 EUR à indexer selon l'indice des prix à la consommation ;
3. obligation d'aménager le droit de passage avec des matériaux perméables de type "nid d'abeille" avec lit de pose de minimum 60 cm permettant l'engazonnement et le passage de véhicules lourds ;
4. sous réserve de l'obtention des permis modifiés d'urbanisme et d'environnement nécessaires ainsi que du respect de l'affectation urbanistique de la parcelle telle que reprise au P.R.A.S. ;

Considérant que la convention, signée le 01.07.2015, dispose que le droit de passage est octroyé pour une durée déterminée de 10 ans à dater du mois qui suit l'octroi de la modification des permis d'urbanisme et d'environnement lié à l'exploitation du terrain par LA SERRE OUTIL ;
Considérant que le permis d'environnement y relatif a été délivré le 13.10.2016 ; qu'il court jusqu'au 13.10.2031 ; que le permis d'urbanisme a quant à lui été délivré en date du 20.04.2017 ;
Considérant que la convention court par conséquent jusqu'au 12.10.2026 ; que la convention prévoit ensuite qu'elle pourra être renouvelée annuellement moyennant une demande écrite de LA SERRE OUTIL six mois avant l'échéance de la convention ;
Considérant que LA SERRE OUTIL a contacté la commune en mars 2025 pour demander de signer une nouvelle convention qui courrait jusqu'en 2031, date de fin du permis, pour ne pas, à partir d'octobre 2026, devoir demander tous les ans l'autorisation de renouveler la convention pour un an, sans avoir la sécurité de pouvoir encore bénéficier du droit de passage à plus long terme ;
Considérant que la commune n'a pas de projet spécifique sur la parcelle qui fait l'objet du droit de passage ;
Considérant qu'une nouvelle convention permettrait à LA SERRE OUTIL de pouvoir bénéficier du droit de passage jusqu'en 2031, sans risque qu'un renouvellement lui soit refusé d'une année à l'autre ;
Considérant que le droit de passage a été fixé à la somme de 1.000,00 EUR par an en 2015, montant à indexer ;
Considérant que LA SERRE OUTIL paie actuellement 1.291,31 EUR par an ;
Considérant que Bruxelles Fiscalité, interrogée en date du 02.06.2025, a fait savoir à la commune qu'une estimation n'était pas nécessaire dans le cadre de l'octroi d'un droit de passage précaire ;
Considérant qu'il convient de conclure une nouvelle convention afin de préciser les modalités et conditions du droit de passage ;
DECIDE :

1. d'octroyer à l'A.S.B.L. LA SERRE OUTIL, chaussée de Stockel 377, 1150 Bruxelles, un droit de passage d'une superficie de 41 m² sur l'assiette de la parcelle de terrain communale jouxtant sa propriété cadastrée section D 177/K/2 enclavée à l'arrière de l'immeuble sis chaussée de Stockel 305 et le cimetière communal selon procès-verbal de mesurage dressé le 16.01.2014 par M. Michel ALEXANDRE, géomètre-expert de la S.P.R.L. TOGESIM, boulevard Saint-Michel 6 bte 4, 1150 Bruxelles, aux conditions suivantes :
    1. durée déterminée débutant au jour de la signature de ladite convention et prenant fin de plein droit au 12.10.2031 ;
    2. paiement d'une redevance annuelle de 1.300,00 EUR à indexer selon l'indice des prix à la consommation ;
    3. sous réserve du respect de l'affectation urbanistique de la parcelle telle que reprise au P.R.A.S. ;
2. d'adopter la convention ci-annexée et faisant partie intégrante de la présente délibération.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

GR - Gemeentelijke eigendommen - Stokkelsesteenweg - Tijdelijke doorgangsrecht tegen betaling - Voorwaarden - Nieuwe overeenkomst - V.Z.W. "LA SERRE OUTIL" - Aanneming

DE RAAD,
Overwegende het perceel gemeentegrond dat grenst aan het eigendom gelegen Stokkelsesteenweg 305 te 1150 Brussel, aangezien dit perceel in het B.B.P. nr. X/21 van 10.09.1979 is opgenomen als wegenzone en in het G.B.P. als begraafplaatsgebied ;
Overwegende dat de V.Z.W. "LA SERRE OUTIL", Stokkelsesteenweg 377, 1150 Brussel, eigenaar is van een perceel grond gelegen binnen een huizenblok gekadastreerd of gekadastreerd geweest als sectie D 177/K/2 deel, 177/Z/3 deel, 177/Y/3 deel en 177/S/3 deel, aan de achterzijde van de eigendommen gelegen Stokkelsesteenweg 305-307 en 307A en gedeeltelijk grenzend aan voornoemd perceel gemeentelijke grond ;
Overwegende dat de V.Z.W. "LA SERRE OUTIL" in 2015 toegang heeft gevraagd tot het terrein achter de Stokkelsesteenweg 305, door op een deel van de gemeentelijke grond een erfpachtrecht, een overdrachtsrecht of een eeuwigdurende erfdienstbaarheid te vestigen om de toegang voor haar vuilniswagens en vrachtwagens te vergemakkelijken ;
Overwegende dat de Gemeenteraad op 26.05.2015 besloten heeft om aan de V.Z.W. "LA SERRE OUTIL" een doorgangsrecht toe te kennen met een oppervlakte van 41 m² op de grond van het gemeentelijk perceel dat grenst aan haar eigendom gekadastreerd als sectie D 177/K/2, ingesloten aan de achterzijde van het gebouw gelegen Stokkelsesteenweg 305 en de gemeentelijke begraafplaats overeenkomstig het proces-verbaal van opmeting opgesteld op 16.01.2014 door Dhr. Michel ALEXANDRE, landmeter-expert bij B.V.B.A.. TOGESIM, Sint-Michielslaan 6 bus 4, 1150 Brussel, onder de volgende voorwaarden :

1. vaste looptijd van tien jaar vanaf de maand volgend op het verlenen van de stedenbouwkundige vergunning, daarna jaarlijks hernieuwbaar ;
2. betaling van een jaarlijkse retributie van 1.000,00 EUR die wordt geïndexeerd op basis van de consumentenprijsindex ;
3. de doorgang moet worden aangelegd met waterdoorlatende materialen van het type "honingraat" met een bedding van minimaal 60 cm om begroeiing en doorgang van zware voertuigen mogelijk te maken ;
4. onder voorbehoud van het verkrijgen van de nodige gewijzigde stedenbouwkundige en omgevingsvergunningen en het naleven van de stedenbouwkundige bestemming van het perceel zoals opgenomen in het G.B.P. ;

Overwegende dat de overeenkomst, ondertekend op 01.07.2015, bepaalt dat het doorgangsrecht wordt verleend voor een vaste duur van 10 jaar vanaf de maand volgend op de toekenning van de wijziging van de stedenbouwkundige en omgevingsgunningen met betrekking tot de uitbating van het terrein door "LA SERRE OUTIL" ;
Overwegende dat de bijbehorende omgevingsvergunning is afgegeven op 13.10.2016 ; dat deze loopt tot 13.10.2031 ; dat de stedenbouwkundige vergunning op zijn beurt is afgegeven op 20.04.2017 ;
Overwegende dat de overeenkomst derhalve loopt tot 12.10.2026 ; dat in de overeenkomst vervolgens is bepaald dat zij jaarlijks kan worden verlengd indien "LA SERRE OUTIL" hier zes maanden vóór het verstrijken van de overeenkomst schriftelijk om verzoekt ;

Overwegende dat "LA SERRE OUTIL" in maart 2025 contact heeft opgenomen met de gemeente om te vragen om een nieuwe overeenkomst met een looptijd tot 2031, wanneer de vergunning afloopt, zodat zij vanaf oktober 2026 niet elk jaar toestemming hoeft te vragen om de overeenkomst met een jaar te verlengen, zonder de zekerheid te hebben dat zij op langere termijn nog steeds gebruik kan maken van het doorgangsrecht ;
Overwegende dat de gemeente geen specifiek project heeft op het stuk grond dat onder het doorgangsrecht valt ;
Overwegende dat een nieuwe overeenkomst "LA SERRE OUTIL" in staat zou stellen om tot 2031 te genieten van het doorgangsrecht, zonder het risico dat verlenging van jaar tot jaar wordt geweigerd ;
Overwegende dat het doorgangsrecht in 2015 is vastgesteld op 1.000,00 EUR per jaar, een bedrag dat moet worden geïndexeerd ;
Overwegende dat "LA SERRE OUTIL" momenteel 1.291,31 EUR per jaar betaalt ;
Overwegende dat Brussel Fiscaliteit op 02.06.2025 bij navraag aan de gemeente heeft laten weten dat een schatting niet nodig was voor de toekenning van een tijdelijk doorgangsrecht ;
Overwegende dat er een nieuwe overeenkomst moet worden gesloten om de modaliteiten en voorwaarden van het doorgangsrecht te specificeren ;
BESLUIT :

1. de V.Z.W. "LA SERRE OUTIL", Stokkelsesteenweg 377, 1150 Brussel, een doorgangsrecht toe te kennen met een oppervlakte van 41 m² over de grondoppervlakte van het gemeentelijk perceel dat aan haar eigendom grenst, gekadastreerd als sectie D 177/K/2, ingesloten aan de achterzijde van het gebouw gelegen Stokkelsesteenweg 305 en de gemeentelijke begraafplaats, overeenkomstig het proces-verbaal van opmeting opgesteld op 16.01.2014 door Dhr. Michel ALEXANDRE, landmeter-expert bij B.V.B.A. TOGESIM, Sint-Michielslaan 6 bus 4, 1150 Brussel, onder de volgende voorwaarden :
    1. overeenkomst van bepaalde duur die ingaat op de datum van ondertekening van genoemde overeenkomst en automatisch eindigt op 12.10.2031 ;
    2. betaling van een jaarlijkse retributie van 1.300,00 EUR die wordt geïndexeerd op basis van de consumentenprijsindex ;
    3. onder voorbehoud van naleving van de stedenbouwkundige bestemming van het perceel zoals opgenomen in het G.B.P. ;
2. de overeenkomst die aan deze beraadslaging is bijgevoegd en er integraal deel van uitmaakt, aan te nemen.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

Etat civil - Burgelijke stand

21.04.2026/A/0008 **CC - Cimetière communal - Concessions de sépultures - Erreurs matérielles - Délibération rectificative**

LE CONSEIL,
Vu les diverses délibérations du Conseil communal, mentionnées ci-dessous, par lesquelles le Conseil décidait de mettre fin au "droit de concession" de diverses sépultures ;

Considérant qu'une vérification administrative récente des dossiers relatifs à ces concessions a mis en évidence diverses erreurs matérielles, qu'il convient de rectifier ;
Considérant qu'aucune de ces concessions n'a, à ce jour, fait l'objet d'une reprise matérielle ou d'une exhumation ;
DÉCIDE :

- de rectifier la délibération n° 45592 du 18/12/2018, en sens que la concession 042/500, valable jusqu'au 17/11/2055, déclarée en état d'abandon, n'est pas abandonnée et doit être maintenue au cimetière ;
- de rectifier la délibération n° 56731 du 29/02/2021 en ce sens que la concession déclarée abandonnée est la concession n° 13/3293 et non la concession 13/3298;
- de rectifier la délibération n° 57014 du 21/09/2021 en ce sens que la concession n° 285, valable jusqu'au 24/08/2032, déclarée en état d'abandon, n'est pas abandonnée et doit être maintenue au cimetière ;
- de rectifier la délibération n° 57129 du 21/09/2021 en ce sens que :
    - la concession n° 99, valable jusqu'au 06/12/2067, déclarée en état d'abandon, n'est pas abandonnée et doit être maintenue au cimetière ;
    - la concession n° 137, valable jusqu'au 26/04/2028, déclarée en état d'abandon, ne présente pas suffisamment de signes d'abandon et doit être maintenue au cimetière pour une durée suffisante à ce que les héritiers ou les ayants-droit puissent soit procéder aux réparations qui s'imposent, soit marquer leur souhait d'abandonner tout droit et toute obligation liés à cette concession ;
    - la concession n° 350, valable jusqu'au 16/07/2034, déclarée en état d'abandon, n'est pas abandonnée et doit être maintenue au cimetière ;
    - la concession n° 598, valable jusqu'au 29/09/2031, déclarée en état d'abandon, ne présente pas suffisamment de signes d'abandon et doit être maintenue au cimetière pour une durée suffisante à ce que les héritiers ou les ayants-droit puissent soit procéder aux réparations qui s'imposent, soit marquer leur souhait d'abandonner tout droit et toute obligation liés à cette concession ;
    - la concession n° 042/160, valable jusqu'au 18/11/2039, déclarée en état d'abandon, n'est pas abandonnée et doit être maintenue au cimetière ;
    - la concession n° 00/2787, valable jusqu'au 11/12/2050, déclarée en état d'abandon, n'est pas abandonnée et doit être maintenue au cimetière ;
- de rectifier la délibération n° 57280 du 21/09/2021 en ce sens que la concession n° 042/514, valable jusqu'au 10/10/2056, déclarée en état d'abandon, n'est pas abandonnée et doit être maintenue au cimetière.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

GR - Gemeentelijke begraafplaats - Grafconcessies - Materiële fouten - Corrigerende deliberatie

DE RAAD,
Gelet op de verschillende beraadslagingen van de Gemeenteraad hierna vermeld waarbij besloten wordt om de "concessierechten" van de verschillende grafconcessies vermeld te beëindigen ;
Overwegende dat een recente administratieve controle van de dossiers met betrekking tot deze concessies een aantal materiële fouten aan het licht heeft gebracht, die formeel moeten worden verbeterd ;
Overwegende dat geen van deze concessies tot op heden het voorwerp heeft

uitgemaakt van een terugname of opgraving ;
BESLUIT :

- Beraadslaging nr. 45592 van 18/12/2018 recht te zetten, in die zin dat concessie 042/500, geldig tot 17/11/2055, die in staat van verlatenheid is verklaard, niet verlaten is en op de begraafplaats moet worden gehandhaafd ;
- Beraadslaging nr. 56731 van 29/02/2021 recht te zetten in die zin dat de concessie die in staat van verlatenheid is verklaard, concessie nr. 13/3293 is en niet concessie nr. 13/3298 ;
- Beraadslaging nr. 57014 van 21/09/2021 recht te zetten in die zin dat concessie nr. 285, geldig tot 24/08/2032, dat in staat van verlatenheid is verklaard, niet verlaten is en op de begraafplaats moet worden gehandhaafd ;
- Beraadslaging nr. 57129 van 21/09/2021 recht te zetten in die zin dat :
    - Concessie nr. 99, geldig tot 06/12/2067, die in staat van verlatenheid verklaard is, niet verlaten is en moet gehandhaafd worden op de begraafplaats ;
    - Concessie nr. 137, geldig tot 26/04/2028, die in staat van verlatenheid verklaard is, onvoldoende tekenen van verlatenheid vertoont en gedurende een voldoende lange periode op de begraafplaats moet worden gehandhaafd zodat de erfgenamen of rechthebbenden ofwel de nodige herstellingen kunnen uitvoeren ofwel kunnen aangeven dat ze afstand willen doen van alle rechten en plichten die aan deze concessie verbonden zijn ;
    - Concessie nr. 350, geldig tot 16/07/2034, die in staat van verlatenheid verklaard is, niet verlaten is en op de begraafplaats moet worden gehandhaafd ;
    - Concessie nr. 598, geldig tot 29/09/2031, die in staat van verlatenheid verklaard is, onvoldoende tekenen van verlatenheid vertoont en gedurende een voldoende lange periode op de begraafplaats moet worden gehandhaafd zodat de erfgenamen of rechthebbenden ofwel de nodige herstellingen kunnen uitvoeren ofwel kunnen aangeven dat ze afstand willen doen van alle rechten en plichten die aan deze concessie verbonden zijn ;
    - Concessie nr. 042/160, geldig tot 18/11/2039, die in staat van verlatenheid verklaard is, niet verlaten is en op de begraafplaats moet worden gehandhaafd ;
    - Concessie nr. 00/2787, geldig tot 11/12/2050, die in staat van verlatenheid verklaard is, niet verlaten is en op de begraafplaats moet worden gehandhaafd ;
- Beraadslaging nr. 57280 van 21/09/2021 recht te zetten in die zin dat concessie nr. 042/514, geldig tot 10/10/2056, die in staat van verlatenheid verklaard is, niet verlaten is en op de begraafplaats moet worden gehandhaafd.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

Sport - Sport

21.04.2026/A/0009 **CC - Sport - Chèques-sport communaux visant à favoriser l'accès au sport aux jeunes de Woluwe-Saint-Pierre - Dispositions et règlement**

LE CONSEIL
Vu la Nouvelle loi communale, notamment son article 117 ;
Considérant que les crédits relatifs aux chèques-sport n'ont pas fait l'objet d'une inscription au budget de base 2026 mais devront faire l'objet d'une inscription, par le Conseil communal, des crédits nécessaires lors de la prochaine modification budgétaire de 2026 ;
Considérant l'importance de l'impact des activités sportives sur le développement physique et psychique des personnes, notamment chez les jeunes ;
Considérant que la Commune de Woluwe-Saint-Pierre souhaite encourager l'accès des jeunes à la pratique sportive par le biais d'une aide financière, ici nommée "chèque-sport" ;
Considérant que l'octroi de cette aide financière vise à réduire l'impact financier de l'affiliation à un club sportif pour les jeunes de la Commune de Woluwe-Saint-Pierre et leurs familles ;
ENTEND l'intervention de Mme Cécile VAINSEL, Mme Florentine RÖELL et M. Jonathan de PATOUL, conseillers communaux, et la réponse de M. Benoît CEREXHE, bourgmestre ;
DECIDE, sous réserve de l'inscription par le Conseil communal des crédits nécessaires lors de la prochaine modification budgétaire de 2026, d'adopter le règlement visant à instaurer et encadrer les modalités d'octroi d'une aide financière aux jeunes âgés de 6 à 18 ans inclus domiciliés à Woluwe-Saint-Pierre sous forme d'un "chèque-sport" dans le cadre de la politique sportive menée par la commune et dans les limites des crédits budgétaires :

REGLEMENT

Cette activité sportive doit être organisée par un groupement sportif (personne morale ou association de fait), une Fédération reconnue par l'ADEPS, par la VGC (Vlaamse Gemeenschapscommissie) ou toute fédération sportive reconnue par une autorité communautaire compétente.
Le Collège des Bourgmestre et Échevins est chargé de l'exécution du présent règlement et précise, le cas échéant, les modalités administratives nécessaires à sa mise en œuvre.
Le présent Règlement est indépendant des dispositifs organisés par les Ministères fédéraux, communautaires ou régionaux ayant les sports dans leurs attributions.

Article 1 : Objet

Le présent Règlement a pour objet de définir les conditions et modalités d'attribution d'une aide financière communale, dénommée « chèque-sport », destinée à favoriser la pratique sportive des jeunes domiciliés sur le territoire de la Commune de Woluwe-Saint-Pierre.

Article 2 : Définitions

- Chèque-sport : contribution financière, d'un montant nominal de 100,00 EUR, visant l'aide directe aux familles et aux jeunes de Woluwe-Saint-Pierre, via l'atténuation de l'impact financier pour les activités sportives encadrées par des structures légalement reconnues. Le montant précité pourra être revu par le Collège des Bourgmestre et Échevins, dans les limites budgétaires allouées. Le chèque sport est strictement personnel, nominatif et non cessible ;
- Demandeur : le parent, le tuteur légal, ou le jeune majeur formulant la
- demande ;
- Bénéficiaire : le jeune pour qui l'aide est sollicitée ;
- Cotisation annuelle : le montant total de l'inscription à l'année pour une activité sportive ;
- Année scolaire : période courant de septembre à juin de l'année suivante.

Article 3 : Conditions d'octroi

Pour pouvoir bénéficier d'un « chèque-sport », les conditions cumulatives suivantes

doivent être remplies au moment de l'introduction de la demande :

- Être domicilié à Woluwe-Saint-Pierre. En cas de garde alternée, il suffit que l'un des parents soit domicilié à Woluwe-Saint-Pierre ;
- Être âgé de 5 à 18 ans inclus ;
- Etre affilié à un club sportif et pouvoir en apporter la preuve ;
- La demande d'un « chèque-sport » doit être complétée et signée par le bénéficiaire ou par son représentant légal s'il est mineur. Elle doit être déposée durant l'année scolaire du paiement de la cotisation ;
- Un chèque-sport ne pourra être attribué qu'une seule fois par année scolaire ;
- Respecter les conditions reprises à l'article 4.
- Avoir des revenus rentrant dans les maximas, sur base des chiffres de 2026, permettant d'être éligibles aux logements sociaux en Région de Bruxelles-Capitale, augmentés de 10 %. Ces revenus nets imposables sont mis à jour chaque année et sont disponibles sur le site de la SLRB https://slrbbghm.brussels/fr/devenir-locataire/conditions-dadmission. Pour une demande introduite l'année N, les maxima sont ceux en vigueur l'année N et l'avertissement-extrait de rôle concerne les revenus de l'année N-2 :

Pour 2026 :

- 28.955,17 EUR pour une personne vivant seule + 10% = 31.850,69 EUR
- 32.172,44 EUR pour un ménage disposant d'un seul revenu + 10 % = 35.389,68 EUR
- 36.768,55 EUR pour un ménage avec plusieurs revenus + 10 % = 40.445,41 EUR

Ces revenus sont augmentés de :

- 2.757,64 EUR pour chaque enfant à charge (un enfant à charge reconnu handicapé = 2 enfants à charge) + 10 % = 3.033,40 EUR
- 5.515,25 EUR pour une personne majeure reconnue handicapée + 10 % = 6.066,78 EUR;

Article 4 : Procédure de demande

Le demandeur doit introduire un dossier complet au plus tard pour le 30.09 de l'année scolaire en cours auprès du Service Sport de la Commune exclusivement par voie électronique.
A défaut, le chèque ne pourra être octroyé. Tout dossier doit être complet avant envoi de celui-ci au Service Sport.
La demande comprendra :

- Une preuve de domiciliation à Woluwe-Saint-Pierre ;
- La preuve de l'inscription et du paiement à tout le moins partiel de la cotisation au club sportif. Le montant octroyé ne peut excéder le montant effectivement payé pour la cotisation ;
- Une composition de ménage de moins de 3 mois ;
- L'avertissement-extrait de rôle délivré par l'administration fiscale, correspondant aux revenus imposables de l'année fiscale deux ans précédant la demande (année N-2).

Article 5 : Exclusion et contrôle

La Commune se réserve le droit de contrôler l'exactitude des informations fournies. Toute fraude ou fausse déclaration entraînera le remboursement immédiat de l'aide perçue et l'exclusion du dispositif pour les 5 années suivantes.
La demande sera automatiquement rejetée si :

- Elle a été introduite en dehors du délai fixé ;
- Le budget alloué est épuisé ;
- Une fausse déclaration ou une fausse attestation a été introduite ;
- Le dossier est incomplet.

Article 6 : Paiement

Le montant octroyé est viré sur le compte bancaire repris dans le formulaire de demande au plus tard le 31.10 de l'année scolaire en cours. Les paiements seront exclusivement effectués par versement sur un compte bancaire.

Article 7 : Budget

L'application du présent règlement est subordonnée à l'inscription au budget des crédits nécessaires.

L'émission des chèques-sport sera effectuée à concurrence de l'allocation budgétaire approuvée.

Si le nombre de demandes excède le budget disponible, la date de l'introduction du dossier complet servira de critère d'attribution (la date prise en compte est celle de la réception électronique d'un dossier complet). Les demandes sont traitées par ordre chronologique de réception des dossiers complets. Lorsque les crédits budgétaires sont épuisés, les demandes ultérieures sont déclarées irrecevables pour l'année scolaire concernée.

Article 8 : Recours

Les réclamations quant à la régularité du processus d'octroi seront collectées et instruites par le Service Sport qui rédigera un avis à destination du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui tranchera le point litigieux.

Toute réclamation doit être introduite dans un délai de 30 jours calendrier à compter de la notification de la décision.

Toutes les contestations relatives aux cas non prévus par le présent Règlement sont de la compétence du Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 9 : Données personnelles

Les données à caractère personnel collectées dans le cadre du présent règlement sont traitées par la Commune en sa qualité de responsable du traitement, conformément au Règlement RGPD.

Elles sont utilisées exclusivement pour l'instruction des demandes et conservées pour la durée nécessaire au contrôle administratif et financier.

Les demandeurs disposent des droits d'accès, de rectification et d'effacement conformément à la réglementation en vigueur.

Article 10 : Entrée en vigueur

Le présent Règlement entre en vigueur à la date du 01.06.2026.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

GR - Sport - Gemeentelijke sportcheques om de toegang tot sport voor jongeren in Sint-Pieters-Woluwe te bevorderen - Bepalingen en reglement

DE RAAD

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, met name op artikel 117 ;

Overwegende dat de kredieten met betrekking tot de sportcheques niet werden opgenomen in het basisbudget 2026, maar dat zij het voorwerp zullen moeten uitmaken van een inschrijving door de Gemeenteraad van de nodige kredieten bij de volgende begrotingswijziging van 2026;

Overwegende het belang van de impact van sportactiviteiten op de fysieke en mentale ontwikkeling van individuen, met name jongeren ;

Overwegende dat de gemeente Sint-Pieters-Woluwe jongeren wil aanmoedigen om

aan sport te doen door middel van financiële steun, in dit geval "sportcheques" genoemd ;
Overwegende dat de toekenning van deze financiële steun tot doel heeft de financiële impact van het lidmaatschap van een sportclub voor jongeren uit de gemeente Sint-Pieters-Woluwe en hun gezinnen te verminderen ;
HOORT de tussenkomsten van Mevr. Cécile VAINSEL, Mevr. Florentine RÖELL en Dhr. Jonathan de PATOUL, gemeenteraadsleden, en het antwoord van Dhr. Benoît CEREXHE, burgemeester ;
BESLUIT, onder voorbehoud van de inschrijving door de Gemeenteraad van de nodige kredieten bij de volgende begrotingswijziging van 2026, het reglement aan te nemen dat tot doel heeft de toekenningsmodaliteiten vast te stellen en te omkaderen van een financiële steun aan jongeren van 6 tot en met 18 jaar die gedomicilieerd zijn in Sint-Pieters-Woluwe, in de vorm van een "sportcheque", in het kader van het door de gemeente gevoerde sportbeleid en binnen de grenzen van de begrotingskredieten :

REGLEMENT

Deze sportactiviteit moet georganiseerd worden door een sportgroep (rechtspersoon of feitelijke vereniging), een federatie erkend door ADEPS, door de VGC (Vlaamse Gemeenschaapscommissie) of een sportfederatie erkend door een bevoegde communautaire instantie.
Het College van Burgemeester en Schepenen is verantwoordelijk voor de uitvoering van onderhavig reglement en, indien nodig, voor het vastleggen van de administratieve procedures die nodig zijn voor de uitvoering ervan.
Onderhavig reglement staat los van de regelingen die worden georganiseerd door de federale, gemeenschaps- of gewestelijke ministeries of die verantwoordelijk zijn voor sport.

Artikel 1 : Betreft

Onderhavig reglement heeft tot doel de voorwaarden en modaliteiten vast te leggen voor de toekenning van gemeentelijke financiële steun, "sportcheques" genoemd, die bedoeld zijn om jongeren die op het grondgebied van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe wonen, aan te moedigen om aan sportactiviteiten deel te nemen.

Artikel 2 : Definities

- Sportcheque: een financiële bijdrage van een nominaal bedrag van 100,00 EUR om gezinnen en jongeren in Sint-Pieters-Woluwe rechtstreeks te helpen door de financiële impact van sportactiviteiten onder toezicht van wettelijk erkende structuren te verminderen. Het bovengenoemde bedrag mag door het College van Burgemeester en Schepenen worden herzien binnen de grenzen van de toegewezen begroting. Sportcheques zijn strikt persoonlijk, nominatief en niet overdraagbaar ;
- Aanvrager: de ouder, wettelijke voogd of jongvolwassene die de aanvraag indient ;
- Begunstigde: de jongere voor wie de hulp wordt aangevraagd ;
- Jaarabonnement: de totale kosten van inschrijving voor een sportactiviteit voor een jaar ;
- Schooljaar: periode die loopt van september tot juni van het volgende jaar.

Artikel 3 : Toekenningsvoorwaarden

Om in aanmerking te komen voor een "sportcheque" moet aan de volgende cumulatieve voorwaarden worden voldaan op het moment dat de aanvraag wordt ingediend :

- In Sint-Pieters-Woluwe gedomicilieerd zijn; In geval van afwisselend gezag is het voldoende dat een van de ouders woonplaats heeft in Sint-Pieters-Woluwe ;
- Tussen de 5 en 18 jaar oud zijn (inbegrepen) ;
- Aangesloten zijn bij een sportclub en hiervan bewijs kunnen voorleggen ;

- De aanvraag voor een "sportcheque" moet worden ingevuld en ondertekend door de begunstigde of zijn wettelijke vertegenwoordiger als hij minderjarig is. Het moet worden ingediend tijdens het schooljaar waarin het abonnement is betaald ;
- Een sportcheque mag maar één keer per schooljaar worden toegekend ;
- De voorwaarden bepaald in artikel 4 naleven ;
- Een inkomen hebben binnen de maximumgrenzen, op basis van de cijfers van 2026, om in aanmerking te komen voor sociale huisvesting in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, verhoogd met 10%. Deze netto belastbare inkomens worden elk jaar bijgewerkt en zijn beschikbaar op de BGHM-website https://slrbbghm.brussels/nl/huurder-worden/toelatingsvoorwaarden. Voor een aanvraag ingediend in jaar N gelden de maxima die van kracht zijn in jaar N en heeft het aanslagbiljet betrekking op de inkomsten van het jaar N-2 :

Voor 2026 :

- 28.955,17 EURvoor iemand die alleen woont + 10% = 31.850,69 EUR
- 32.172,44 EUR voor een gezin met één inkomen + 10% = 35.389,68 EUR
- 36.768,55 EUR voor een gezin met meerdere inkomens + 10% = 40.445,41 EUR

Deze inkomsten worden vermeerderd met :

- 2.757,64 EUR voor elk kind ten laste (een kind ten laste dat erkend is als persoon met een handicap = 2 kinderen ten laste) + 10% = 3.0033,40 EUR
- 5.515,25 EUR voor een meerderjarige die erkend is als persoon met een handicap + 10% = 6.066,78 EUR

Artikel 4 : A anvraagprocedure

De aanvrager moet uiterlijk op 30.09 van het lopende schooljaar een volledig dossier indienen bij de sportdienst van de gemeente, uitsluitend elektronisch.
Bij gebreke mag de sportcheque niet worden toegekend.
Alle dossiers moeten volledig zijn voordat ze naar de sportdienst worden gestuurd.
De aanvraag moet bevatten :

- Een bewijs van domiciliëring in Sint-Pieters-Woluwe ;
- Het bewijs van inschrijving en van betaling, minstens gedeeltelijk, van het lidgeld aan de sportclub. Het toegekende bedrag mag niet hoger zijn dan het daadwerkelijk betaalde lidgeld ;
- Een gezinssamenstelling van minder dan 3 maanden oud ;
- Het aanslagbiljet afgegeven door de belastingdienst, die overeenkomt met het belastbare inkomen voor de twee belastingjaren voorafgaand aan de aanvraag (jaar N-2).

Artikel 5 : Uitsluiting en controle

De Gemeente behoudt zich het recht voor om de juistheid van de geleverde informatie te controleren. Fraude of valse verklaringen leiden tot onmiddellijke terugbetaling van de ontvangen steun en uitsluiting van de regeling voor de volgende 5 jaar.
De aanvraag wordt automatisch afgewezen als :

- Het na de deadline werd ingediend ;
- Het toegewezen budget uitgeput is ;
- Er een valse verklaring of attest ingediend is ;
- Het dossier onvolledig is.

Artikel 6 : Betaling
Het toegekende bedrag wordt uiterlijk op 31.10 van het lopende schooljaar overgemaakt op de bankrekening die op het aanvraagformulier staat vermeld. Betalingen worden uitsluitend naar een bankrekening overgemaakt.
Artikel 7 : Budget
De toepassing van onderhavig reglement is afhankelijk van de inschrijving van de nodige kredieten in de begroting.
Sportcheques worden uitgegeven tot de goedgekeurde begrotingsallocatie.
Als het aantal aanvragen het beschikbare budget overschrijdt, wordt de datum van indiening van de volledige aanvraag gebruikt als toekenningscriterium (de datum die in aanmerking wordt genomen is de datum van elektronische ontvangst van een volledig dossier). Aanvragen worden behandeld in chronologische volgorde van ontvangst van volledige dossiers. Wanneer het budget is uitgeput, worden volgende aanvragen niet ontvankelijk verklaard voor het betrokken schooljaar.
Artikel 8 : Beroep
Klachten over de regelmatigheid van de toekenningsprocedure worden verzameld en onderzocht door de sportdienst, die een advies opstelt voor het College van Burgemeester en Schepenen, dat een beslissing neemt over het betwiste punt.
Iedere bezwaar moet binnen 30 dagen na de kennisgeving van de beslissing worden ingediend.
Alle geschillen met betrekking tot gevallen waarin dit reglement niet voorziet, vallen onder de bevoegdheid van het College van Burgemeester en Schepenen.
Artikel 9 : Persoonlijke gegevens
Persoonlijke gegevens die in het kader van onderhavig reglement worden verzameld, worden door de Gemeente verwerkt in haar hoedanigheid van verantwoordelijke voor de verwerking van persoonsgegevens, in overeenstemming met de AVG-verordening.
Het wordt uitsluitend gebruikt om aanvragen te verwerken en wordt bewaard gedurende de tijd die nodig is voor administratieve en financiële controle.
Aanvragers hebben recht op toegang, rectificatie en verwijdering in overeenstemming met de geldende regelgeving.
Artikel 10 : Inwerkingtreding
Onderhavig reglement treedt in werking op 01.06.2026.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

Animations - Animaties

21.04.2026/A/0010 **CC - Animations - Ordonnance de police temporaire relative à la circulation routière à l'occasion de la fête de l'avenue de Tervueren en date du 10.05.2026 - Prise d'acte**

LE CONSEIL,
Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 119 alinéa 1, 119bis, 130bis, 135 § 2 ;
Vu l'ordonnance de police temporaire du 12.03.2026 du Collège des Bourgmestre et Echevins relative à la circulation routière à l'occasion de la fête de l'avenue de Tervueren en date du 10.05.2026 ;
PREND ACTE de l'ordonnance de police temporaire du 12.03.2026 du Collège des Bourgmestre et Echevins relative à la circulation routière à l'occasion de la fête de

l'avenue de Tervueren en date du 10.05.2026 :
Article 1 : La circulation automobile est interdite le 10.05.2026 de 03:00 à 22:30 dans les artères suivantes :

- la chaussée centrale de l'avenue de Tervueren entre le boulevard de la Woluwe et la limite de la commune avec la commune d'Etterbeek ;
- la partie centrale du square Montgomery ;

Article 2 : Sont néanmoins autorisés à circuler le 10.05.2026 :

- les autobus de la ligne 36 de la S.T.I.B. à la traversée de la chaussée centrale de l'avenue de Tervueren à hauteur de l'avenue Jules César ;
- les véhicules des services de secours ;
- les véhicules d'utilité publique.

Le Conseil prend acte.

GR - Animaties - Tijdelijke politieverordening in verband met het wegverkeer tijdens het Feest van de Tervurenlaan op 10.05.2026 - Akteneming

DE RAAD,
Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 119 lid 1, 119bis, 130bis en 135 § 2 ;
Gelet op de tijdelijke politieverordening van 12.03.2026 van het College van Burgemeester en Schepenen in verband met het wegverkeer tijdens het Feest van de Tervurenlaan op 10.05.2026 ;
NEEMT AKTE van de tijdelijke politieverordening van 12.03.2026 van het College van Burgemeester en Schepenen in verband met het wegverkeer tijdens het Feest van de Tervurenlaan op 10.05.2026 :
Artikel 1 : Het autoverkeer is verboden op 10.05.2026 van 03:00 tot 22:30 in de volgende rijwegen : het centrale gedeelte van het Montgomery Square :

- de centrale rijbaan van de Tervurenlaan tussen de Woluwelaan en de gemeentegrens met de gemeente Etterbeek ;
- het centrale gedeelte van het Montgomery Square ;

Artikel 2 : De volgende weggebruikers zijn niettemin gemachtigd te rijden op 10.05.2026 :

- de autobussen van lijn 36 van de M.I.V.B. bij de oversteek van de centrale rijbaan van de Tervurenlaan ter hoogte van de Jules Caesarlaan ;
- de voertuigen van de hulpdiensten ;
- de voertuigen van openbaar nut.

De Raad neemt akte.

Cellule Marchés publics - Cel Overheidsopdrachten

21.04.2026/A/0011 **CC - Marchés de travaux, de fournitures et de services - Application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Prise de connaissance de délibérations du Collège des Bourgmestre et Echevins - Exercice 2026**

LE CONSEIL,
Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 234 § 3, tel que modifié par arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28.03.2024,paru au Moniteur belge le 05.04.2024 ;
Vu l'obligation pour le Collège des Bourgmestre et Echevins de soumettre au Conseil communal pour information ses délibérations prises en application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, et portant choix de la procédure de passation et fixation des conditions de marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 143.000,00 EUR ;
PREND CONNAISSANCE des délibérations du Collège des Bourgmestre et Echevins, dont liste établie en annexe, prises en application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, et portant choix de la procédure de passation et fixation des conditions de marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 143.000,00 EUR.

Le Conseil prend connaissance.

GR - Opdrachten voor werken, leveringen en diensten - Toepassing van artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Kennisneming van beraadslagingen van het College van Burgemeester en Schepenen - Dienstjaar 2026

DE RAAD,
Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door de federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 234 § 3, zoals gewijzigd bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28.03.2024, gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad op 05.04.2024 ;
Gelet op de verplichting voor het College van Burgemeester en Schepenen zijn beraadslagingen ter informatie aan de Gemeenteraad voor te leggen, beraadslagingen genomen in toepassing van artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, en houdende keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de overheidsopdrachten waarvan de raming, B.T.W. exclusief, kleiner of gelijk is aan 143.000,00 EUR ;
NEEMT KENNIS van de beraadslagingen van het College van Burgemeester en Schepenen, waarvan lijst in bijlage, genomen in toepassing van het artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, en houdende keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de overheidsopdrachten, waarvan de raming, B.T.W. exclusief, kleiner of gelijk is aan 143.000,00 EUR.

De Raad neemt kennis.

21.04.2026/A/0012 **CC - Voirie - Réaménagement de la rue de l'Eglise - Marché de travaux - Application de l'article 234 § 1 de la nouvelle loi communale - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Avis de marché - Financement - Exercice 2026**

LE CONSEIL,
Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 alinéa 1 et 234 § 1 ;
Vu la loi du 17.06.2016, telle que modifiée, relative aux marchés publics, notamment l'article 41, § 1er, 2° ;

Vu l'arrêté royal du 18.04.2017, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;
Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;
Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder au réaménagement de la rue de l'Eglise au cours de l'année 2026 ;
Vu, dans le cadre du marché y relatif n° 2026.083/A//2026.E061.01/VOIRIE.HE-CV, le cahier spécial des charges, le métré récapitulatif, le devis estimatif d'un montant de 578.512,40 EUR, hors T.V.A., soit 700.000,00 EUR, T.V.A. de 21 % comprise, l'avis de marché et le plan de sécurité-santé ;
Considérant que les crédits nécessaires, respectivement en dépenses et en recettes, sont inscrits aux articles 4210/731-60//080 (travail 061.01), 4210/961-51//080 (Emprunts) et 4210/665-52//080 (Subsides) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2026 ;
ENTEND les interventions de Mme Cathy VAESSEN, M. Antoine BERTRAND, conseillers communaux, et la réponse de M. Benoît CEREXHE, bourgmestre ;

DECIDE, dans le cadre du marché n° 2026.083/A//2026.E061.01/VOIRIE.HE-CV relatif au réaménagement de la rue de l'Eglise au cours de l'année 2026 :

1. de choisir, comme procédure de passation, la procédure négociée directe avec publication préalable en application de l'article 41, § 1er, 2° de la loi du 17.06.2016, telle que modifiée ;
2. d'approuver le cahier spécial des charges, le métré récapitulatif, le devis estimatif d'un montant de 578.512,40 EUR, hors T.V.A., soit 700.000,00 EUR, T.V.A. de 21 % comprise, l'avis de marché et le plan de sécurité-santé.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

GR - Wegen - Herinrichting van de Kerkstraat - Opdracht voor werken - Toepassing van artikel 234 § 1 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Aankondiging van opdracht - Financiering - Dienstjaar 2026

DE RAAD,
Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikels 117 lid 1 en 234 § 1 ;
Gelet op de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten, met name artikel 41, § 1, 2° ;
Gelet op het koninklijk besluit van 18.04.2017, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;
Gelet op het koninklijk besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;
Overwegende dat het noodzakelijk is over te gaan tot de herinrichting van de Kerkstraat in de loop van het jaar 2026 ;
Gelet, in het kader van desbetreffende opdracht nr. 2026.083/A//2026.E061.01/VOIRIE.HE-CV, op het bestek, de samenvattende opmeting, de raming ten bedrage van 578.512,40 EUR, exclusief B.T.W., hetzij 700.000,00 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen, de aankondiging van opdracht en het veiligheids- en gezondheidsplan ;
Overwegende dat de nodige kredieten, respectievelijk in uitgaven en ontvangsten, ingeschreven zijn op artikels 4210/731-60//080 (werk 061.01), 4210/961-51//080 (Lening) en 4210/665-52//080 (Subsidies) van de buitengewone dienst van de

begroting van het dienstjaar 2026,
HOORT de tussenkomsten van Mevr. Cathy VAESSEN, Dhr. Antoine BERTRAND, gemeenteraadsleden, en het antwoord van Dhr. Benoît CEREXHE, burgemeester ;

BESLUIT, in het kader van de opdracht nr. 2026.083/A//2026.E061.01/VOIRIE.HE-CV betreffende de herinrichting van de Kerkstraat in de loop van het jaar 2026 :

1. als plaatsingsprocedure, de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking te kiezen in toepassing van het artikel 41, § 1, 2° van de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd ;
2. het bestek, de samenvattende opmeting, de raming ten bedrage van 578.512,40 EUR, exclusief B.T.W., hetzij 700.000,00 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen, de aankondiging van opdracht en het veiligheids- en gezondheidsplan goed te keuren.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

21.04.2026/A/0013 **CC - Ukraine - Fourniture et livraison de matériel électrique - Marché de fournitures - Fournitures urgentes et imprévisibles - Application des articles 234 § 2 et 249 § 1er alinéa 2 de la nouvelle loi communale - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Procédure de faible montant - Prise d'acte de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 05.02.2026 - Admission de la dépense engagée - Inscription des crédits - Financement - Exercice 2026 - Prise d'acte de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 19.03.2026 - Annulation de l'engagement budgétaire pour le lot 2 du marché (livraison) - Exercice 2026**

LE CONSEIL,
Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 alinéa 1, 234 § 2, 236 et 249 § 1er alinéa 2 ;
Vu la loi du 17.06.2016, telle que modifiée, relative aux marchés publics, notamment l'article 92 ;
Vu l'arrêté royal du 18.04.2017, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;
Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;
Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 05.02.2026 prise en application de la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 § 2, 236 et 249 § 1er alinéa 2, dans le cadre du marché n° 2026.047/A//2026.O/COMM.BS-ADW de l'exercice 2026 de fournitures urgentes et imprévisibles relatif à la fourniture et à la livraison de matériel électrique à l'Ukraine au cours de l'année 2026, tant en matière de choix de la procédure de passation et de fixation des conditions dudit marché qu'en matière d'attribution de ce dernier et d'inscription et d'engagement budgétaires des crédits nécessaires ;
Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 19.03.2026 prise en application de la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 § 2, 236 et 249 § 1er alinéa 2, dans le cadre du marché susmentionné, annulant l'engagement budgétaire pris pour le lot 2 de ce marché (livraison) par la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 05.02.2026 ;
PREND ACTE de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du

05.02.2026 prise en application de la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 § 2, 236 et 249 § 1er alinéa 2, et décidant notamment de choisir, comme procédure de passation du marché n° 2026.047/A//2026.O/COMM.BS-ADW de l'exercice 2026 de fournitures urgentes et imprévisibles relatif à la fourniture et à la livraison de matériel électrique à l'Ukraine au cours de l'année 2026, la procédure de faible montant en application de l'article 92 de la loi du 17.06.2016, telle que modifiée ;
PREND ACTE de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 19.03.2026 prise en application de la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 § 2, 236 et 249 § 1er alinéa 2, et décidant notamment d'annuler l'engagement budgétaire pris pour le lot 2 de ce marché (livraison) par la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 05.02.2026 ;

DECIDE :

1. d'admettre la dépense engagée résultant du marché susmentionné et à laquelle il a été pourvu en raison de l'urgence par le Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 05.02.2026 en application de l'article 249 § 1er alinéa 2 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, dépense modifiée ensuite par le Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 19.03.2026, à savoir un crédit de 14.132,80 EUR à l'article 1500/435-01//131 du service ordinaire du budget de l'exercice 2026 ;
2. de procéder à l'inscription d'un crédit de dépense d'un montant de 14.132,80 EUR à l'article 1500/435-01//131 du service ordinaire du budget de l'exercice 2026 ;
3. de prévoir, lors de la prochaine modification budgétaire de l'exercice 2026, l'intégration dans la comptabilité budgétaire de cette inscription de crédits.

Le Conseil prend acte et approuve à l'unanimité le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

GR - Oekraïne - Levering en verstrekking van elektrisch materiaal - Opdracht voor leveringen - Dringende en onvoorzienbare leveringen - Toepassing van artikels 234 § 2 en 249 § 1 lid 2 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Procedure van beperkte waarde - Akteneming van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 05.02.2026 - Instemming met de vastgelegde uitgave - Inschrijving van de kredieten - Financiering - Dienstjaar 2026 - Akteneming van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 19.03.2026 - Annulering van de begrotingsvastlegging voor het perceel 2 van de opdracht (verstrekking) - Financiering - Dienstjaar 2026

DE RAAD,
Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 lid 1, 234 § 2, 236 en 249 § 1 lid 2 ;
Gelet op de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten, met name artikel 92 ;
Gelet op het koninklijk besluit van 18.04.2017, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;
Gelet op het koninklijk besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;
Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 05.02.2026 genomen in toepassing van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door

federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 234 § 2, 236 en 249 § 1 lid 2, in het kader van de opdracht nr. 2026.047/A//2026.O/COMM.BS-ADW van het dienstjaar 2026 van dringende en onvoorzienbare leveringen betreffende de levering en de verstrekking van elektrisch materiaal aan Oekraïne in de loop van het jaar 2026, zowel op het gebied van keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht als op het gebied van gunning van deze opdracht en begrotingsinschrijving en vastlegging van de nodige kredieten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 19.03.2026 genomen in toepassing van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 234 § 2, 236 en 249 § 1 lid 2, in het kader van de huidige opdracht, waarbij de door de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 05.02.2026 genomen begrotingsvastlegging voor het perceel 2 van deze opdracht (verstrekking) geannuleerd wordt ;
NEEMT AKTE van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 05.02.2026 genomen in toepassing van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 234 § 2, 236 en 249 § 1 lid 2, en waarbij met name besloten wordt als plaatsingsprocedure van de opdracht nr. 2026.047/A//2026.O/COMM.BS-ADW van het dienstjaar 2026 van dringende en onvoorzienbare leveringen betreffende de levering en de verstrekking van elektrisch materiaal aan Oekraïne in de loop van het jaar 2026, de procedure van beperkte waarde in toepassing van artikel 92 van de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd, te kiezen ;
NEEMT AKTE van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 19.03.2026 genomen in toepassing van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 234 § 2, 236 en 249 § 1 lid 2, en waarbij met name besloten wordt de door de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 05.02.2026 genomen begrotingsvastlegging voor het perceel 2 van deze opdracht (verstrekking) te annuleren ;

BESLUIT :

1. in te stemmen met de vastgelegde uitgave voortvloeiend uit bovenvermelde opdracht en waarin voorzien werd, wegens hoogdringendheid, door het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 05.02.2026, in toepassing van artikel 249 § 1 lid 2 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, uitgave daarna gewijzigd door het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 19.03.2026, namelijk een krediet van 14.132,80 EUR op het artikel 1500/435-01//131 van de gewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2026 ;
2. tot de begrotingsinschrijving, van een uitgavenkrediet voor een bedrag van 14.132,80 EUR op het artikel 1500/435-01//131 van de gewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2026 over te gaan ;
3. de opneming, in de begrotingsboekhouding, van deze inschrijving van kredieten bij de volgende begrotingswijziging van het dienstjaar 2026 te voorzien.

De Raad neemt akte en keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

Conseil communal - 31.01.2026 - Registre complet
Gemeenteraad - 31.01.2026 - Volledig register

Taxes - Belastingen

21.04.2026/A/0014 **CC - Règlement relatif aux centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique - Exercice d'imposition 2027 - Prise en charge par l'administration fiscale régionale de l'établissement, de l'enrôlement, de la perception et du recouvrement des centimes additionnels communaux à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique**

LE CONSEIL,
Vu la Constitution, notamment l'article 170, § 4 ;
Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;
Vu l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23.12.2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, notamment l'article 13, § 2 ;
Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26.01.2017 établissant les modalités de certains actes prévus par l'ordonnance du 23.12.2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, notamment l'article 4/1 ;
Considérant que l'administration fiscale régionale assurera l'établissement, l'enrôlement, la perception et le recouvrement des centimes additionnels communaux à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique pour l'exercice d'imposition 2027, pour autant que la commune émette avant le 30.06.2026 le souhait de bénéficier de ce service ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;
DECIDE :
Article 1.-
De charger l'administration fiscale de la Région de Bruxelles-Capitale de l'établissement, de l'enrôlement, de la perception et du recouvrement des centimes additionnels communaux à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique pour l'exercice d'imposition 2027.
Article 2.-
De charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de la notification de cette décision à l'administration fiscale régionale conformément à l'article 4/1 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26.01.2017 établissant les modalités de certains actes prévus par l'ordonnance du 23.12.2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

GR - Reglement betreffende de opcentiemen op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristisch logies - Aanslagjaar 2027 - Belasting van de gewestelijke fiscale administratie met de heffing, de inkohiering, de inning en de invordering van de gemeentelijke opcentiemen op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristisch logies

DE RAAD,
Gelet op de Grondwet, met name artikel 170, § 4 ;
Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 ;
Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 23.12.2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies, met name artikel 13, § 2 ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26.01.2017 tot vaststelling van de modaliteiten van bepaalde handelingen voorzien door de ordonnantie van 23.12.2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies, met name artikel 4/1 ;
Overwegende dat de gewestelijke fiscale administratie slechts zal instaan voor de heffing, de inkohiering, de inning en de invordering van de gemeentelijke opcentiemen op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristisch logies voor het aanslagjaar 2027 in zoverre de gemeente vóór 30.06.2026 de wens uit om van deze dienstverlening gebruik te maken ;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;
BESLUIT :
Artikel 1.-
De fiscale administratie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te belasten met de heffing, de inkohiering, de inning en de invordering van de gemeentelijke opcentiemen op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristisch logies voor het aanslagjaar 2027.
Artikel 2.-
Het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met de mededeling van deze beslissing aan de gewestelijke fiscale administratie overeenkomstig artikel 4/1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26.01.2017 tot vaststelling van de modaliteiten van bepaalde handelingen voorzien door de ordonnantie van 23.12.2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

21.04.2026/A/0015 **CC - Règlement-redevance relatif aux établissements scolaires communaux francophones de l'enseignement fondamental de Woluwe-Saint-Pierre - Modification - Prorogation**

LE CONSEIL,
Vu le règlement-redevance relatif aux établissements scolaires communaux francophones de l'enseignement fondamental de Woluwe-Saint-Pierre, voté par le Conseil communal en séance du 27.05.2025, devenu obligatoire en date du 02.06.2025, applicable pour l'année scolaire 2025-2026 ;
Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ainsi que l'article 137bis relatif au recouvrement des créances non-fiscales ;
Vu le décret définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, dit décret "missions", du 24.07.1997 ;
Vu l'approbation du Conseil communal du 29.06.2021 relatif à l'adhésion de l'Enseignement fondamental, spécialisé et technique de la Commune de Woluwe-Saint-Pierre au "Contrôle in house" organisé par l'Association "Les Cuisines Bruxelloises" pour la préparation et la livraison de repas scolaires s'inscrivant dans une démarche d'alimentation saine, durable et locale ;
Considérant que les tarifs des redevances de garderies sont fixés depuis l'année 2002 ; qu'il convient dès lors de les augmenter sauf pour les Bénéficiaires de l'Intervention Majorée et que les taux seront dorénavant revus annuellement sur base de l'indice des prix à la consommation du Royaume ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;
DECIDE de modifier et de proroger comme suit le règlement-redevance relatif aux établissements scolaires communaux francophones de l'enseignement fondamental de

Woluwe-Saint-Pierre :

Article 1.-

Il est établi, pour l'année scolaire 2026-2027, une redevance communale pour les divers frais scolaires exposés par les établissements scolaires communaux francophones de l'enseignement fondamental et à charge des parents d'enfants fréquentant lesdits établissements scolaires.

Frais pour la fréquentation des garderies

Article 2.-

Le tarif de la redevance est fixé comme suit :

- garderie du matin (de 07:30 à 08:15) : 1,00 EUR ;
- garderie du midi (de 12:15 à 13:45) :
  - repas tartines et repas chauds : 0,50 EUR ;
- garderie du soir (dès la fin des cours ou après l'étude) : 1,50 EUR ;
- garderie du mercredi après-midi :
  - de 12:15 à 13:45 : 0,50 EUR ;
  - de 13:45 à 14:45 : 1,50 EUR ;
  - de 14:45 à 18:30 : 0,50 EUR par tranche d'heure entamée ;
- garderie pour une demi-journée : 1,25 EUR ;
- garderie pour une journée complète : 2,50 EUR ;
- retard par 1/4 h : 5,00 EUR ;
- à partir du 2ème retard par 1/4 h : 10,00 EUR.

Pour les détenteurs du statut BIM (Bénéficiaires de l'Intervention Majorée), le tarif de la redevance est réduit et fixé comme suit :

- garderie du matin (de 07:30 à 08:15) : 0,50 EUR ;
- garderie du midi (de 12:15 à 13:45) :
  - repas tartines et repas chauds : 0,25 EUR ;
- garderie du soir (dès la fin des cours ou après l'étude) : 0,75 EUR ;
- garderie du mercredi après-midi :
  - de 12:15 à 13:45 : 0,25 EUR ;
  - de 13:45 à 18:30 : 1,25 EUR.

Article 3.-

Les tarifs de la redevance sont adaptés annuellement à l'indice des prix à la consommation du Royaume.

Ceux de l'exercice d'application en cours sont calculés selon la formule suivante :

$$\frac{\text{tarif de base x nouvel indice}}{\text{indice de base}}$$

Le tarif de base est le montant initial spécifié dans le présent règlement-redevance.

L'indice de base est l'indice de mars 2026.

Le nouvel indice est l'indice de mars de l'année précédant l'exercice d'application.

Après application du coefficient, le montant est arrondi au multiple supérieur de 5 cents.

Frais pour la participation aux cours de natation

Article 4.-

La participation aux cours de natation implique le paiement des redevances suivantes :

- abonnement annuel pour l'entrée à la piscine ;
- trajet en car, comptabilisé par séance ;
- bonnet de bain au logo de l'école.

Frais pour la participation à des activités culturelles, musicales ou sportives

Article 5.-

La participation à une activité culturelle, musicale ou sportive (autre que la natation)

fait l'objet du paiement d'une redevance.

Frais pour la participation à des activités extérieures

Article 6.-

La participation à une activité extérieure d'un ou plusieurs jours (classe verte, de mer ou de neige) fait l'objet du paiement d'une redevance.

La redevance due pour les activités extérieures de plus d'un jour peut être payée en plusieurs tranches suivant les modalités fixées par l'établissement scolaire.

Frais divers

Article 7.-

Une redevance peut être demandée pour tout autre service fourni par l'école tel que la distribution de collations (lait, jus de fruit,...), la fourniture d'un tee-shirt au logo de l'école, etc.

Article 8.-

Une caution de 3,00 EUR est demandée aux parents pour l'obtention d'un badge APSchool permettant à l'école de comptabiliser les présences de l'enfant aux garderies.

En cas de perte du badge, une nouvelle caution de 3,00 EUR est demandée aux parents.

En cas de départ de l'enfant, le badge est restitué à l'école et la caution est remboursée aux parents.

Redevable

Article 9.-

La redevance est due par la personne responsable de l'enfant, c'est-à-dire par ses parents ou toute autre personne légalement responsable.

Recouvrement amiable

Article 10.-

A défaut de paiement intégral de la facture dans le délai imparti, un rappel sans frais est envoyé au redevable qui dispose d'un délai de 15 jours pour effectuer le paiement.

Article 11.-

À défaut de paiement à l'échéance, une mise en demeure est adressée par recommandé au redevable dont les frais d'un montant de 15,00 EUR sont à sa charge.

Réclamation amiable

Article 12.-

La réclamation doit être adressée, par courrier postal ou électronique, à l'établissement scolaire concerné. Elle doit être signée et motivée par le redevable ou son représentant.

La réclamation doit, sous peine de déchéance, être introduite dans un délai de 3 mois à compter de la date d'envoi de la facture.

Article 13.-

La décision sur la réclamation est envoyée au redevable dans les 3 mois de la réception de la réclamation et n'est pas susceptible de recours.

En cas de rejet de la réclamation et dès le lendemain de la date d'envoi de la décision, la redevance contestée est considérée comme exigible, définitive et certaine.

Article 14.-

Durant toute la procédure de traitement de la réclamation et jusqu'à l'envoi de la décision au redevable, la délivrance d'une contrainte est proscrite et les éventuelles procédures judiciaires de recouvrement sont suspendues.

Recouvrement forcé

Article 15.-

En cas de non-paiement à l'issue de la procédure de recouvrement amiable et pour autant qu'aucune réclamation amiable ne soit pendante, des poursuites sont entamées par voie d'huissier de justice à la requête du Receveur communal sur base d'une contrainte non-fiscale rendue exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Conformément aux dispositions du Code judiciaire, les frais de cette procédure sont

entièrement à charge du redevable.
Dans l'éventualité où une contrainte ne peut pas être délivrée, le redevable est cité en justice dans les formes et délais prévus par les Codes civil et judiciaire.

Recours contre la procédure de recouvrement forcé (contrainte)

Article 16.-

Le redevable peut introduire un recours contre la contrainte dans les formes et le délai prévu à l'article 137bis de la nouvelle loi communale, à savoir dans le mois de la signification de la contrainte par requête ou par citation.
En cas de recours, le Receveur communal invite l'huissier de justice à suspendre la procédure jusqu'à ce qu'une décision coulée en force de chose jugée soit rendue.

Compétences des juridictions

Article 17.-

Toute contestation à naître de l'application du présent règlement-redevance relève de la compétence exclusive du Juge de Paix de Woluwe-Saint-Pierre.
Toute contestation à naître suite à la signification de la contrainte non-fiscale par un huissier de justice relève de la compétence exclusive du Juge de Paix de Woluwe-Saint-Pierre.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

GR - Retributiereglement betreffende de Franstalige gemeentelijke schoolinstellingen van het basisonderwijs van Sint-Pieters-Woluwe - Wijziging - Verlenging

DE RAAD,
Gelet op het retributiereglement betreffende de Franstalige gemeentelijke schoolinstellingen van het basisonderwijs van Sint-Pieters-Woluwe, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 27.05.2025, verbindend geworden op datum van 02.06.2025, toepasselijk voor het schooljaar 2025-2026 ;
Gelet op de nieuwe Gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 evenals artikel 137bis betreffende de invordering van de niet-fiscale schuldvorderingen ;
Gelet op het decreet dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, gezegd decreet "missies", van 24.07.1997 ;
Gelet op de goedkeuring van de Gemeenteraad van 29.06.2021 betreffende de aansluiting van het basis-, buitengewoon- en technisch onderwijs van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe aan de "In-house-toezicht" georganiseerd door de Vereniging "De Brusselse Keukens" voor de bereiding en de levering van schoolmaaltijden bestaande uit een gezonde, duurzame en lokale voeding ;
Overwegende dat de tarieven van de retributies van de kinderopvang sinds het jaar 2002 zijn vastgesteld ; dat deze daarom dienen verhoogd te worden, behalve voor de begunstigden van de verhoogde uitkering en dat de tarieven voortaan jaarlijks zullen worden herzien op basis van de consumentenprijsindex van het Koninkrijk ;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;
BESLUIT het retributiereglement betreffende de Franstalige gemeentelijke schoolinstellingen van het basisonderwijs van Sint-Pieters-Woluwe als volgt te verlengen :

Artikel 1.-

Er wordt, voor het schooljaar 2026-2027, een gemeenteretributie geheven voor het diverse schoolgeld opgelopen door de Franstalige gemeentelijke schoolinstellingen van het basisonderwijs en ten laste van ouders van kinderen die naar de genoemde schoolinstellingen gaan.

Kosten voor het bijwonen van kinderopvang

Artikel 2.-

Het tarief van de retributie wordt als volgt vastgesteld :

- kinderopvang's ochtends (van 07:30 tot 08:15) : 1,00 EUR ;
- kinderopvang op de middag (van 12:15 tot 13:45) :
  - boterhammen en warme maaltijden : 0,50 EUR ;
- kinderopvang's avonds (vanaf het einde van de lessen of na de naschoolse studie) : 1,50 EUR ;
- kinderopvang van woensdagmiddag :
  - van 12:15 tot 13:45 : 0,50 EUR ;
  - van 13:45 tot 14:45 : 1,50 EUR ;
  - van 13:45 tot 18:30 : 0,50 EUR per begonnen uur ;
- kinderopvang voor een halve dag : 1,25 EUR ;
- kinderopvang voor een volledige dag : 2,50 EUR ;
- per 1/4 u te laat ophalen : 5,00 EUR ;
- vanaf een 2de maal 1/4 u te laat ophalen : 10,00 EUR.

Voor de begunstigden van het VT-statuut (Verhoogde Tegemoetkoming) wordt het tarief van de retributie verminderd en als volgt vastgesteld :

- kinderopvang's ochtends (van 07:30 tot 08:15) : 0,50 EUR ;
- kinderopvang op de middag (van 12:15 tot 13:45) :
  - boterhammen en warme maaltijden : 0,25 EUR ;
- kinderopvang's avonds (vanaf het einde van de lessen of na de naschoolse studie) : 0,75 EUR ;
- kinderopvang van woensdagmiddag :
  - van 12:15 tot 13:45 : 0,25 EUR ;
  - van 13:45 tot 18:30 : 1,25 EUR.

Artikel 3.-

De tarieven van de retributie worden jaarlijks aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Koninkrijk.

Deze voor het lopende toepassingsjaar worden berekend volgens de volgende formule :

$$\frac{\text{basistarief x nieuw indexcijfer}}{\text{basisindexcijfer}}$$

Het basistarief is het initiële bedrag dat in onderhavig retributiereglement wordt vastgesteld.

De basisindex is de index voor maart 2026.

De nieuwe index is de index voor maart van het jaar voorafgaand aan het toepassingsjaar.

Na toepassing van die coëfficiënt, wordt het bedrag afgerond naar het hogere veelvoud van 5 cent.

Kosten voor de deelname aan de zwemlessen

Artikel 4.-

De deelname aan de zwemlessen gaat om de betaling van de volgende retributies :

- jaarabonnement voor de ingang tot het zwembad ;
- busreis, genoteerd per sessie ;
- badmuts met het logo van de school.

Kosten voor de deelname aan culturele, muzikale of sportieve activiteiten

Artikel 5.-

De deelname aan een culturele, muzikale of sportieve activiteit (anders dan van zwemmen) is onderworpen aan de betaling van een retributie.

Kosten voor de deelname aan extra-murosactiviteiten

Artikel 6.-

De deelname aan een extra-murosactiviteit van een of meerdere dagen (bos-, zee- of sneeuwklassen) is onderworpen aan de betaling van een retributie.

De verschuldigde retributie voor de meerdaagse extra-murosactiviteiten kan in termijnen betaald worden volgens de door de schoolinstelling gestelde voorwaarden.

Diverse kosten

Artikel 7.-

Een retributie kan aangevraagd worden voor elke andere dienst die door de school verleend is, zoals de distributie van snacks (melk, fruitsap, ...), het verstrekken van een tee-shirt met school logo, enz.

Artikel 8.-

Een borgsom van 3,00 EUR wordt aan de ouders gevraagd voor de verkrijging van een APSchool badge waarmee de school de aanwezigheden van het kind tijdens de kinderopvang, kan bijhouden.

In geval van verlies van de badge, wordt een nieuwe borgsom van 3,00 EUR aan de ouders gevraagd.

In geval van vertrek van het kind, wordt de badge aan de school teruggegeven en wordt de borgsom aan de ouders terugbetaald.

Retributieplichtige

Artikel 9.-

De retributie is verschuldigd door de persoon verantwoordelijk voor het kind, dat wil zeggen door zijn ouders of elke andere persoon wettelijk verantwoordelijk.

Minnelijke invordering

Artikel 10.-

Bij gebrek aan volledige betaling van de factuur binnen de toegekende termijn, wordt een kosteloze herinnering gestuurd naar de retributieplichtige die beschikt over een termijn van 15 dagen om de betaling uit te voeren.

Artikel 11.-

Bij gebrek aan betaling op de vervaldatum, wordt een aangetekende ingebrekestelling gericht aan de retributieplichtige waarvan de kosten ten belope van 15,00 EUR te zijnen laste zijn.

Minnelijk bezwaar

Artikel 12.-

Het bezwaar moet gericht worden, per brief via post of per e-mail, aan de betrokken schoolinstelling. Het moet ondertekend en gemotiveerd zijn door de retributieplichtige of zijn vertegenwoordiger.

Het bezwaar moet ingediend worden, op straffe van verval, binnen een termijn van 3 maanden te tellen vanaf de datum van de verzending van de factuur.

Artikel 13.-

De beslissing over het bezwaar wordt opgestuurd naar de retributieplichtige binnen de 3 maanden na de ontvangst van het bezwaar en er kan geen beroep worden ingesteld.

In geval van afwijzing van het bezwaar en vanaf de dag na de datum van de verzending van de beslissing, wordt de retributie als invorderbaar, definitief en zeker beschouwd.

Artikel 14.-

Gedurende de hele afhandelingsprocedure vanaf het bezwaar tot aan de verzending van de beslissing aan de retributieplichtige, is de afgifte van een dwangbevel verboden en worden de eventuele juridische invorderingsprocedures opgeschort.

Gedwongen invordering

Artikel 15.-

In geval van niet betaling op het einde van de minnelijke invorderingsprocedure en voor zover geen enkel minnelijk bezwaar hangende is, wordt op verzoek van de Gemeenteontvanger een vervolging ingesteld via een gerechtsdeurwaarder op basis

Conseil communal - 21.01.2026 - Registre complet
Gemeenteraad - 21.01.2026 - Volledig register

van een niet-fiscaal dwangbevel dat uitvoerbaar werd verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen.
Overeenkomstig de voorzieningen van het Strafwetboek, vallen de kosten van deze procedure volledig ten laste van de retributieplichtige.
In het geval aan een dwangbevel niet kan worden voldaan, wordt de retributieplichtige voor de rechtbank gedagvaard volgens de voorschriften en termijnen voorzien door het Burgerlijk en het Strafwetboek.

Beroep tegen de gedwongen invorderingsprocedure (dwangbevel)

Artikel 16.-

De retributieplichtige kan beroep aantekenen tegen het dwangbevel volgens de voorschriften en termijnen voorzien in artikel 137bis van de Nieuwe Gemeentewet, te weten binnen de maand van de betekening van het dwangbevel via verzoekschrift of dagvaarding.
In geval van beroep, nodigt de Gemeenteontvanger de gerechtsdeurwaarder uit de procedure op te schorten tot wanneer een in kracht van gewijsde gegane beslissing is genomen.

Gerechtelijke bevoegdheid

Artikel 17.-

Elke toekomstige betwisting van de toepassing van huidig retributiereglement valt onder de uitsluitende bevoegdheid van de Vrederechter van Sint-Pieters-Woluwe.
Elke toekomstige betwisting als gevolg van een niet-fiscaal dwangbevel door een gerechtsdeurwaarder valt onder de uitsluitende bevoegdheid van de Vrederechter van Sint-Pieters-Woluwe.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

21.04.2026/A/0016 **CC - Règlement-redevance relatif aux Académies francophones de Woluwe-Saint-Pierre - Modification - Prorogation**

LE CONSEIL,
Vu le règlement-redevance relatif aux Académies francophones de Woluwe-Saint-Pierre, voté par le Conseil communal en séance du 24.06.2025, devenu obligatoire en date du 30.06.2025, applicable pour l'année scolaire 2025-2026 ;
Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ainsi que l'article 137bis relatif au recouvrement des créances non-fiscales ;
Vu l'arrêté du 20.11.1995 du Gouvernement de la Communauté française fixant le montant du droit d'inscription de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit et ses diverses modifications ;
Vu le courrier électronique du 11.03.2026 du directeur de l'Administration générale de l'Enseignement de la Fédération Wallonie-Bruxelles communiquant les tarifs des droits d'inscription pour l'année 2026-2027 ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;
DECIDE de modifier et de proroger comme suit le règlement-redevance relatif aux Académies francophones de Woluwe-Saint-Pierre :

ACADEMIE DE MUSIQUE

Article 1.-

Il est établi, pour l'année scolaire 2026-2027, un droit d'inscription à l'académie de musique francophone, une cotisation pour l'A.S.B.L. LES AMIS DE L'ACADÉMIE DE MUSIQUE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE ainsi qu'une redevance en cas de location d'instruments de musique.

Droit d'inscription

Article 2.-

La fréquentation de l'académie de musique est soumise au paiement d'un droit d'inscription exigé et fixé par le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Le montant dudit droit d'inscription est obligatoirement reversé à la Fédération Wallonie-Bruxelles.

La Fédération Wallonie-Bruxelles ne remboursera pas le montant du droit d'inscription en cas d'abandon, quel qu'en soit le motif.

Article 3.-

Le tarif du droit d'inscription est fixé comme suit :

- pour les enfants nés à partir du 01.01.2009 : 95,00 EUR ;
- pour les personnes nées avant le 01.01.2009 et inscrites dans l'enseignement obligatoire, supérieur ou de promotion sociale, organisé ou subventionné par la Communauté française : 95,00 EUR ;
- pour les autres personnes nées avant le 01.01.2009 : 237,00 EUR.

Article 4.-

Sont exonérés du droit d'inscription :

- les travailleurs dans l'enseignement francophone (FWB) et détenteur d'une carte Prof. ;
- les demandeurs d'emploi en période de stage d'insertion professionnelle ;
- les chômeurs complets indemnisés ;
- les enfants à charge d'un chômeur complet indemnisé et ayant le statut de chef de ménage ;
- les personnes bénéficiant du revenu d'intégration et leurs enfants qui font partie du ménage ;
- les personnes handicapées et leurs enfants qui font partie du ménage ;
- les personnes pensionnées sous statut GRAPA ;
- les personnes bénéficiant de l'intervention majorée (BIM) ;
- le troisième enfant et les suivants faisant partie du ménage (enfants les moins âgés) ;
- les personnes qui se sont déjà acquittés du droit d'inscription dans un autre établissement de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit ;
- les personnes inscrites en Humanités artistiques organisées dans les établissements de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit ;
- les personnes inscrites dans l'enseignement secondaire professionnel ou technique de transition ou de qualification, secteur 6 : Arts appliqués, groupes : Arts décoratifs, Arts graphiques, audiovisuel ou Orfèvrerie ;
- les personnes inscrites dans l'enseignement secondaire artistique de transition ou de qualification, secteur 10 : Beaux-Arts, groupes : Arts et sciences, Arts plastiques ou Danse.

Article 5.-

Les personnes qui peuvent être exemptées du droit d'inscription doivent fournir à l'académie un document justificatif attestant que les conditions de réduction ou d'exemption sont réunies durant les 30 jours qui suivent le début de l'année scolaire.

Cotisation pour l'A.S.B.L. LES AMIS DE L'ACADÉMIE DE MUSIQUE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE

Article 6.-

Le tarif de la cotisation, non obligatoire, est fixé à 20,00 EUR par personne avec un maximum de 40,00 EUR par famille.

Le montant de ladite cotisation est obligatoirement reversé à l'A.S.B.L. "LES AMIS DE L'ACADÉMIE DE MUSIQUE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE".

Frais de location d'un instrument de musique

Article 7.-

Le tarif de la redevance annuelle est fixé comme suit :

- flûte en plastique : 25,00 EUR ;
- flûte traversière : 75,00 EUR ;
- guitare, violon, violoncelle, clarinette, trompette, hautbois : 75,00 EUR ;
- contrebasse, basson, saxophone : 85,00 EUR.

Article 8.-

En cas de restitution d'un instrument de musique en cours d'année, un remboursement de la redevance payée sera effectué au prorata du nombre de mois écoulés. Tout mois entamé sera dû.

ACADEMIE DES ARTS

Article 9.-

Il est établi, pour l'année scolaire 2026-2027, un droit d'inscription à l'académie des arts francophone ainsi qu'une cotisation pour l'A.S.B.L. "LES AMIS DE L'ACADÉMIE, l'ACAD'AMIS".

Droit d'inscription

Article 10.-

La fréquentation de l'académie des arts est soumise au paiement d'un droit d'inscription exigé et fixé par le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Le montant dudit droit d'inscription est obligatoirement reversé à la Fédération Wallonie-Bruxelles.

La Fédération Wallonie-Bruxelles ne remboursera pas le montant du droit d'inscription en cas d'abandon, quel qu'en soit le motif.

Article 11.-

Le tarif du droit d'inscription est fixé comme suit :

- pour les enfants nés après le 01.01.2009 : 95,00 EUR ;
- pour les personnes nées avant le 01.01.2009 et inscrites dans l'enseignement obligatoire, supérieur ou de promotion sociale, organisé ou subventionné par la Communauté française : 95,00 EUR ;
- pour les autres personnes nées avant le 01.01.2009 : 237,00 EUR.

Article 12.-

Sont exonérés du droit d'inscription :

- les travailleurs dans l'enseignement francophone (FWB) et détenteur d'une carte Prof. ;
- les demandeurs d'emploi en période de stage d'insertion professionnelle ;
- les chômeurs complets indemnisés ;
- les enfants à charge d'un chômeur complet indemnisé et ayant le statut de chef de ménage ;
- les personnes bénéficiant du revenu d'intégration et leurs enfants qui font partie du ménage ;
- les personnes handicapées et leurs enfants qui font partie du ménage ;
- les personnes pensionnées sous statut GRAPA ;
- les personnes bénéficiant de l'intervention majorée (BIM) ;
- le troisième enfant et les suivants faisant partie du ménage (enfants les moins âgés) ;
- les personnes qui se sont déjà acquittés du droit d'inscription dans un autre établissement de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit ;
- les personnes inscrites en Humanités artistiques organisées dans les établissements de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit ;

- les personnes inscrites dans l'enseignement secondaire professionnel ou technique de transition ou de qualification, secteur 6 : Arts appliqués, groupes : Arts décoratifs, Arts graphiques, audiovisuel ou Orfèvrerie ;
- les personnes inscrites dans l'enseignement secondaire artistique de transition ou de qualification, secteur 10 : Beaux-Arts, groupes : Arts et sciences, Arts plastiques ou Danse.

Article 13.-
Les personnes qui peuvent être exemptées du droit d'inscription doivent fournir à l'académie un document justificatif attestant que les conditions de réduction ou d'exemption sont réunies durant les 30 jours qui suivent le début de l'année scolaire.

Cotisation pour l'A.S.B.L. "LES AMIS DE L'ACADÉMIE, l'ACAD'AMIS"

Article 14.-
Le tarif de la cotisation, non obligatoire, est fixé à 25,00 EUR par personne.
Le montant de ladite cotisation est obligatoirement reversé à l'A.S.B.L. "LES AMIS DE L'ACADÉMIE, l'ACAD'AMIS".

DISPOSITIONS DIVERSES

Redevable

Article 15.-
La redevance est due par la personne inscrite à l'académie ou, en cas d'enfant mineur, par ses parents ou toute autre personne légalement responsable.

Article 16.-
Le droit d'inscription et la cotisation éventuelle sont payables soit directement au moment de l'inscription (cash ou bancontact, uniquement valable pour l'académie de musique), soit par virement sur le compte de l'académie pour le 26 septembre au plus tard.
La redevance pour la location d'un instrument de musique est payable par virement sur le compte de l'académie.

Article 17.-
Le recouvrement de la redevance est poursuivi par toute voie de droit.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

GR - Retributiereglement betreffende de Franstalige Academies van Sint-Pieters-Woluwe - Wijziging - Verlenging

DE RAAD,
Gelet op het retributiereglement betreffende de Franstalige academies van Sint-Pieters-Woluwe, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 24.06.2025, verbindend geworden op datum van 30.06.2025, toepasselijk voor het schooljaar 2025-2026 ;
Gelet op de nieuwe Gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 evenals artikel 137bis betreffende de invordering van de niet-fiscale schuldvorderingen ;
Gelet op het besluit van de Regering van de Franse gemeenschap van 20.11.1995 tot vaststelling van het bedrag van het inschrijvingsgeld in het secundair artistieke deeltijdse onderwijs en zijn diverse wijzigingen ;
Gelet op de e-mail van 11.03.2026 van de directeur van de Algemene administratie van het Onderwijs van de "Fédération Wallonie-Bruxelles" die de ongewijzigde tarieven van het inschrijvingsgeld voor het jaar 2026-2027 verstrekt ;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;
BESLUIT het retributiereglement betreffende de Franstalige Academies van Sint-Pieters-Woluwe als volgt te wijzigen en te verlengen :

MUZIEKACADEMIE

Artikel 1.-

Er wordt, voor het schooljaar 2026-2027, een inschrijvingsgeld voor de Franstalige muziekacademie, een bijdrage voor de V.Z.W. "LES AMIS DE L'ACADÉMIE DE MUSIQUE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE" evenals een retributie in geval van de verhuur van muziekinstrumenten, geheven.

Inschrijvingsgeld

Artikel 2.-

Het bijwonen van de lessen van de muziekacademie is onderworpen aan de betaling van een inschrijvingsgeld vereist en vastgesteld door de Regering van de "Fédération Wallonie-Bruxelles".

Het bedrag van het voornoemde inschrijvingsgeld moet verplicht worden teruggestort aan de "Fédération Wallonie-Bruxelles".

De "Fédération Wallonie-Bruxelles" zal in geval van stopzetting, wat ook het motief mag zijn, het bedrag van het inschrijvingsgeld niet terug storten.

Artikel 3.-

Het tarief van het inschrijvingsgeld wordt als volgt vastgesteld :

- voor de kinderen geboren vanaf 01.01.2009 : 95,00 EUR ;
- voor de personen geboren vóór 01.01.2009 en ingeschreven in het verplicht onderwijs, hoger of sociale promotie, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap : 95,00 EUR ;
- voor de andere personen geboren vóór 01.01.2009 : 237,00 EUR.

Artikel 4.-

Zijn van het inschrijvingsgeld vrijgesteld :

- werknemers in het Franstalig onderwijs (FWB) en houders van een Leraarkaart ;
- de werkzoekenden in stageperiode van de beroepsintegratie ;
- de volledig uitkeringsgerechtigde werklozen ;
- de kinderen ten laste van een volledig uitkeringsgerechtigde werkloze en met het statuut van gezinshoofd ;
- de personen die genieten van een leefloon en hun kinderen die deel uitmaken van het huishouden ;
- de personen met een handicap en hun kinderen die deel uitmaken van het huishouden ;
- de pensioengerechtigde personen onder het GRAPA-statuut ;
- de personen die genieten van de verhoogde tussenkomst (BIM) ;
- het derde kind en de volgende die deel uitmaken van het huishouden (de jongste kinderen) ;
- de personen die al hun inschrijvingsgeld in een andere secundaire artistieke deeltijdse onderwijsinstelling hebben betaald ;
- de personen ingeschreven in de Kunsthumaniora artistieke wetenschappen georganiseerd in de secundaire artistieke deeltijdse onderwijsinstellingen ;
- de personen ingeschreven in het beroeps of technisch secundair onderwijs in overgang of kwalificatie , sector 6 ; Toegepaste Kunsten, groepen ; decoratieve Kunsten, grafische Kunsten, audiovisuele of edelsmeedwerk ;
- de personen ingeschreven in het secundair Kunst onderwijs in overgang of kwalificatie, sector 10, Schone-Kunsten, groepen : Kunsten en wetenschappen, Plastische Kunst of Dans.

Artikel 5.-

De personen die vrijgesteld kunnen worden van het inschrijvingsgeld, moeten binnen 30 dagen na het begin van het schooljaar een bewijsstuk bij de academie indienen

waaruit blijkt dat aan de voorwaarden voor korting of vrijstelling is voldaan.

Bijdrage voor de V.Z.W. "LES AMIS DE L'ACADÉMIE DE MUSIQUE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE"

Artikel 6.-

Het tarief van de niet-verplichte bijdrage, wordt op 20,00 EUR per persoon vastgesteld met een maximum van 40,00 EUR per familie.

Het bedrag van het voornoemde bijdrage moet verplicht worden teruggestort aan de V.Z.W. "LES AMIS DE L'ACADÉMIE DE MUSIQUE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE".

Kosten voor de verhuur van een muziekinstrument

Artikel 7.-

Het tarief van de jaarlijkse retributie wordt als volgt vastgesteld :

- plastieken fluit : 25,00 EUR ;
- dwarsfluit : 75,00 EUR ;
- gitaar, viool, cello, klarinet, trompet, hobo : 75,00 EUR ;
- contrabas, fagot, saxofoon : 85,00 EUR.

Artikel 8.-

Indien een muziekinstrument in de loop van het jaar wordt terugbezorgd, zal een terugbetaling van de betaalde retributie geschieden berekend naar evenredigheid van het aantal verstreken maanden. Elke aangevatte maand zal verschuldigd zijn.

KUNSTACADEMIE

Artikel 9.-

Er wordt, voor het schooljaar 2026-2027, een inschrijvingsgeld voor de Franstalige kunstacademie evenals een bijdrage voor de V.Z.W. "LES AMIS DE L'ACADÉMIE, L'ACAD'AMIS", vastgesteld.

Inschrijvingsgeld

Artikel 10.-

Het bijwonen van de lessen van de kunstacademie is onderworpen aan de betaling van een inschrijvingsgeld vereist en vastgesteld door de Regering van de "Fédération Wallonie-Bruxelles".

Het bedrag van het voornoemde inschrijvingsgeld moet verplicht worden teruggestort aan de "Fédération Wallonie-Bruxelles".

De "Fédération Wallonie-Bruxelles" zal ingeval van stopzetting, wat ook het motief mag zijn, het bedrag van het inschrijvingsgeld niet terug storten.

Artikel 11.-

Het tarief van het inschrijvingsgeld wordt als volgt vastgesteld :

- voor de kinderen geboren vanaf 01.01.2009 : 95,00 EUR ;
- voor de personen geboren vóór 01.01.2009 en ingeschreven in het verplicht onderwijs, hoger of sociale promotie georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap : 95,00 EUR ;
- voor de andere personen geboren vóór 01.01.2009 : 237,00 EUR.

Artikel 12.-

Zijn van het inschrijvingsgeld vrijgesteld :

- werknemers in het Franstalig onderwijs (FWB) en houders van een Leraarkaart ;
- de werkzoekenden in stageperiode van de beroepsintegratie ;
- de volledig uitkeringsgerechtigde werklozen ;
- de kinderen ten laste van een volledig uitkeringsgerechtigde werkloze en met het statuut van gezinshoofd ;
- de personen die genieten van een leefloon en hun kinderen die deel uitmaken

Conseil communal - 21.04.2026 - Registre compiler
Gemeenteraad - 21.04.2026 - Volledig register

van het huishouden ;

- de personen met een handicap en hun kinderen die deel uitmaken van het huishouden ;
- de pensioengerechtigde personen onder het GRAPA-statuut ;
- de personen die genieten van de verhoogde tussenkomst (BIM) ;
- het derde kind en de volgende die deel uitmaken van het huishouden (de jongste kinderen) ;
- de personen die al hun inschrijvingsgeld in een andere secundaire artistieke deeltijdse onderwijsinstelling hebben betaald ;
- de personen ingeschreven in de Kunsthumaniora artistieke wetenschappen georganiseerd in de secundaire artistieke deeltijdse onderwijsinstellingen ;
- de personen ingeschreven in het beroeps of technisch secundair onderwijs in overgang of kwalificatie , sector 6 ; Toegepaste Kunsten, groepen ; decoratieve Kunsten, grafische Kunsten, audiovisuele of edelsmeedwerk ;
- de personen ingeschreven in het secundair Kunst onderwijs in overgang of kwalificatie, sector 10, Schone-Kunsten, groepen : Kunsten en wetenschappen, Plastische Kunst of Dans.

Artikel 13.-
De personen die vrijgesteld kunnen worden van het inschrijvingsgeld, moeten binnen 30 dagen na het begin van het schooljaar een bewijsstuk bij de academie indienen waaruit blijkt dat aan de voorwaarden voor korting of vrijstelling is voldaan.

Bijdrage voor de V.Z.W. "LES AMIS DE L'ACADÉMIE, L'ACAD'AMIS"

Artikel 14.-
Het tarief van de niet-verplichte bijdrage, wordt op 25,00 EUR per persoon vastgesteld.
Het bedrag van het voornoemde bijdrage moet verplicht worden teruggestort aan de V.Z.W. "LES AMIS DE L'ACADÉMIE, L'ACAD'AMIS".

DIVERSE BEPALINGEN

Retributieplichtige

Artikel 15.-
De retributie is verschuldigd door de persoon ingeschreven in de academie of, in geval een minderjarig kind, door hun ouders of elke andere persoon wettelijk verantwoordelijk.

Artikel 16.-
Het inschrijvingsgeld en de eventuele bijdrage zijn ofwel onmiddellijk betalend op het ogenblik van de inschrijving (cash of bancontact, alleen geldig voor de muziekacademie), ofwel door overschrijving op de rekening van de academie uiterlijk op 26 september.
De retributie voor de verhuur van een muziekinstrument is betalend door overschrijving op de rekening van de academie.

Artikel 17.-
De invordering van de retributie zal gebeuren via elk mogelijk rechtsmiddel.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

21.04.2026/A/0017 **CC - Règlement-redevance relatif aux établissements scolaires communaux néerlandophones de l'enseignement fondamental de Woluwe-Saint-Pierre - Modification - Prorogation**

LE CONSEIL,
Vu le règlement-redevance relatif aux établissements scolaires communaux néerlandophones de l'enseignement fondamental de Woluwe-Saint-Pierre, voté par le Conseil communal en séance du 27.05.2025, devenu obligatoire en date du 02.06.2025, applicable pour l'année scolaire 2025-2026 ;
Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ainsi que l'article 137bis relatif au recouvrement des créances non-fiscales ;
Vu le décret relatif à l'enseignement fondamental du 25.02.1997 ;
Vu l'approbation du Conseil Communal du 29.06.2021 relatif à l'adhésion de l'Enseignement fondamental, spécialisé et technique de la Commune de Woluwe-Saint-Pierre au "Contrôle in house" organisé par l'Association "Les Cuisines Bruxelloises" pour la préparation et la livraison de repas scolaires s'inscrivant dans une démarche d'alimentation saine, durable et locale ;
Considérant que les tarifs des redevances de garderies sont fixés depuis l'année 2002 ; qu'il convient dès lors de les augmenter sauf pour les Bénéficiaires de l'Intervention Majorée et que les taux seront dorénavant revus annuellement sur base de l'indice des prix à la consommation du Royaume ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;
DECIDE de modifier et de proroger comme suit le règlement-redevance relatif aux établissements scolaires communaux néerlandophones de l'enseignement fondamental de Woluwe-Saint-Pierre :
Article 1.-
Il est établi, pour l'année scolaire 2026-2027, une redevance communale pour les divers frais scolaires exposés par les établissements scolaires communaux néerlandophones de l'enseignement fondamental et à charge des parents d'enfants fréquentant lesdits établissements scolaires.
Frais pour la fréquentation des garderies
Article 2.-
Le tarif de la redevance est fixé comme suit :

- garderie du matin (de 07:30 à 08:15) : 1,00 EUR ;
- garderie du midi (de 12:15 à 13:45) :
  - repas tartines et repas chauds : 0,50 EUR ;
- garderie du soir (dès la fin des cours ou après l'étude) : 1,50 EUR ;
- garderie du mercredi après-midi :
  - de 12:15 à 13:45 : 0,50 EUR ;
  - de 13:45 à 14:45 : 1,50 EUR ;
  - de 14:45 à 18:30 : 0,50 EUR par tranche d'heure entamée ;
- garderie pour une demi-journée : 1,25 EUR ;
- garderie pour une journée complète : 2,50 EUR ;
- retard par 1/4 h : 5,00 EUR ;
- à partir du 2ème retard par 1/4 h : 10,00 EUR.

Pour les détenteurs du statut BIM (Bénéficiaires de l'Intervention Majorée), le tarif de la redevance est réduit et fixé comme suit :

- garderie du matin (de 07:30 à 08:15) : 0,50 EUR ;
- garderie du midi (de 12:15 à 13:45) :
  - repas tartines et repas chauds : 0,25 EUR ;
- garderie du soir (dès la fin des cours ou après l'étude) : 0,75 EUR ;
- garderie du mercredi après-midi :
  - de 12:15 à 13:45 : 0,25 EUR ;
  - de 13:45 à 18:30 : 1,25 EUR.

Article 3.-
Les tarifs de la redevance sont adaptés annuellement à l'indice des prix à la consommation du Royaume.
Ceux de l'exercice d'application en cours sont calculés selon la formule suivante :

$$\frac{\text{tarif de base x nouvel indice}}{\text{indice de base}}$$

Le tarif de base est le montant initial spécifié dans le présent règlement-redevance.
L'indice de base est l'indice de mars 2026.
Le nouvel indice est l'indice de mars de l'année précédant l'exercice d'application.
Après application du coefficient, le montant est arrondi au multiple supérieur de 5 cents.

Frais pour la participation à des activités extérieures

Article 4.-
La participation à une activité extérieure de plus d'un jour (classe verte, de mer ou de neige) fait l'objet du paiement d'une redevance qui peut être payée en plusieurs tranches suivant les modalités fixées par l'établissement scolaire.

Redevable

Article 5.-
La redevance est due par la personne responsable de l'enfant, c'est-à-dire par ses parents ou toute autre personne légalement responsable.

Recouvrement amiable

Article 6.-
A défaut de paiement intégral de la facture dans le délai imparti, un rappel sans frais est envoyé au redevable qui dispose d'un délai de 15 jours pour effectuer le paiement.
Article 7.-
À défaut de paiement à l'échéance, une mise en demeure est adressée par recommandé au redevable dont les frais d'un montant de 15,00 EUR sont à sa charge.

Réclamation amiable

Article 8.-
La réclamation doit être adressée, par courrier postal ou électronique, à l'établissement scolaire concerné. Elle doit être signée et motivée par le redevable ou son représentant.
La réclamation doit, sous peine de déchéance, être introduite dans un délai de 3 mois à compter de la date d'envoi de la facture.
Article 9.-
La décision sur la réclamation est envoyée au redevable dans les 3 mois de la réception de la réclamation et n'est pas susceptible de recours.
En cas de rejet de la réclamation et dès le lendemain de la date d'envoi de la décision, la redevance contestée est considérée comme exigible, définitive et certaine.
Article 10.-
Durant toute la procédure de traitement de la réclamation et jusqu'à l'envoi de la décision au redevable, la délivrance d'une contrainte est proscrite et les éventuelles procédures judiciaires de recouvrement sont suspendues.

Recouvrement forcé

Article 11.-
En cas de non-paiement à l'issue de la procédure de recouvrement amiable et pour autant qu'aucune réclamation amiable ne soit pendante, des poursuites sont entamées par voie d'huissier de justice à la requête du Receveur communal sur base d'une contrainte non-fiscale rendue exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.
Conformément aux dispositions du Code judiciaire, les frais de cette procédure sont entièrement à charge du redevable.
Dans l'éventualité où une contrainte ne peut pas être délivrée, le redevable est cité en justice dans les formes et délais prévus par les Codes civil et judiciaire.

Recours contre la procédure de recouvrement forcé (contrainte)

Article 12.-
Le redevable peut introduire un recours contre la contrainte dans les formes et le délai prévu à l'article 137bis de la nouvelle loi communale, à savoir dans le mois de la signification de la contrainte par requête ou par citation.
En cas de recours, le Receveur communal invite l'huissier de justice à suspendre la procédure jusqu'à ce qu'une décision coulée en force de chose jugée soit rendue.
Compétences des juridictions
Article 13.-
Toute contestation à naître de l'application du présent règlement-redevance relève de la compétence exclusive du Juge de Paix de Woluwe-Saint-Pierre.
Toute contestation à naître suite à la signification de la contrainte non-fiscale par un huissier de justice relève de la compétence exclusive du Juge de Paix de Woluwe-Saint-Pierre.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

GR - Retributiereglement betreffende de Nederlandstalige gemeentelijke schoolinstellingen van het basisonderwijs van Sint-Pieters-Woluwe - Wijziging - Verlenging

DE RAAD,
Gelet op het retributiereglement betreffende de Nederlandstalige gemeentelijke schoolinstellingen van het basisonderwijs van Sint-Pieters-Woluwe, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 27.05.2025, verbindend geworden op datum van 02.06.2025, toepasselijk voor het schooljaar 2025-2026 ;
Gelet op de nieuwe Gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 evenals artikel 137bis betreffende de invordering van de niet-fiscale schuldvorderingen ;
Gelet op het decreet betreffende het basisonderwijs van 25.02.1997 ;
Gelet op de goedkeuring van de Gemeenteraad van 29.06.2021 betreffende de aansluiting van het basis-, buitengewoon- en technisch onderwijs van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe aan de "In-house-toezicht" georganiseerd door de Vereniging "De Brusselse Keukens" voor de bereiding en de levering van schoolmaaltijden bestaande uit een gezonde, duurzame en lokale voeding ;
Overwegende dat de tarieven van de retributies van de kinderopvang sinds het jaar 2002 zijn vastgesteld ; dat deze daarom dienen verhoogd te worden, behalve voor de begunstigden van de verhoogde uitkering en dat de tarieven voortaan jaarlijks zullen worden herzien op basis van de consumentenprijsindex van het Koninkrijk ;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;
BESLUIT het retributiereglement betreffende de Nederlandstalige gemeentelijke schoolinstellingen van het basisonderwijs van Sint-Pieters-Woluwe als volgt te wijzigen en te verlengen :
Artikel 1.-
Er wordt, voor het schooljaar 2026-2027, een gemeenteretributie geheven voor het diverse schoolgeld opgelopen door de Nederlandstalige gemeentelijke schoolinstellingen van het basisonderwijs en ten laste van ouders van kinderen die naar de genoemde schoolinstellingen gaan.
Kosten voor het bijwonen van kinderopvang
Artikel 2.-
Het tarief van de retributie wordt als volgt vastgesteld :

- kinderopvang's ochtends (van 07:30 tot 08:15) : 1,00 EUR ;
- kinderopvang op de middag (van 12:15 tot 13:45) :

    - boterhammen en warme maaltijden : 0,50 EUR ;
- kinderopvang's avonds (vanaf het einde van de lessen of na de naschoolse studie) : 1,50 EUR ;
- kinderopvang van woensdagmiddag :
    - van 12:15 tot 13:45 : 0,50 EUR ;
    - van 13:45 tot 14:45 : 1,50 EUR ;
    - van 13:45 tot 18:30 : 0,50 EUR per begonnen uur ;
- kinderopvang voor een halve dag : 1,25 EUR ;
- kinderopvang voor een volledige dag : 2,50 EUR ;
- per 1/4 u te laat ophalen : 5,00 EUR ;
- vanaf een 2de maal 1/4 u te laat ophalen : 10,00 EUR.

Voor de begunstigden van het VT-statuut (Verhoogde Tegemoetkoming) wordt het tarief van de retributie verminderd en als volgt vastgesteld :

- kinderopvang's ochtends (van 07:30 tot 08:15) : 0,50 EUR ;
- kinderopvang op de middag (van 12:15 tot 13:45) :
    - boterhammen en warme maaltijden : 0,25 EUR ;
- kinderopvang's avonds (vanaf het einde van de lessen of na de naschoolse studie) : 0,75 EUR ;
- kinderopvang van woensdagmiddag :
    - van 12:15 tot 13:45 : 0,25 EUR ;
    - van 13:45 tot 18:30 : 1,25 EUR.

Artikel 3.-
De tarieven van de retributie worden jaarlijks aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Koninkrijk.
Deze voor het lopende toepassingsjaar worden berekend volgens de volgende formule :

$$\frac{\text{basistarief x nieuw indexcijfer}}{\text{basisindexcijfer}}$$

Het basistarief is het initiële bedrag dat in onderhavig retributiereglement wordt vastgesteld.
De basisindex is de index voor maart 2026.
De nieuwe index is de index voor maart van het jaar voorafgaand aan het toepassingsjaar.
Na toepassing van die coëfficiënt, wordt het bedrag afgerond naar het hogere veelvoud van 5 cent.

Kosten voor de deelname aan extra-murosactiviteiten

Artikel 4.-
De deelname aan een meerdaagse extra-murosactiviteit (bos-, zee- of sneeuwklassen) is onderworpen aan de betaling van een retributie.
De verschuldigde retributie voor de meerdaagse extra-murosactiviteiten kan in termijnen betaald worden volgens de door de schoolinstelling gestelde voorwaarden.

Retributieplichtige

Artikel 5.-
De retributie is verschuldigd door de persoon verantwoordelijk voor het kind, dat wil zeggen door zijn ouders of elke andere persoon wettelijk verantwoordelijk.

Minnelijke invordering

Artikel 6.-
Bij gebrek aan volledige betaling van de factuur binnen de toegekende termijn, wordt een kosteloze herinnering gestuurd naar de retributieplichtige die beschikt over een termijn van 15 dagen om de betaling uit te voeren.

Artikel 7.-
Bij gebrek aan betaling op de vervaldatum, wordt een aangetekende ingebrekestelling

gericht aan de retributieplichtige waarvan de kosten ten belope van 15,00 EUR te zijnen laste zijn.

Minnelijk bezwaar

Artikel 8.-

Het bezwaar moet gericht worden, per brief via post of per e-mail, aan de betrokken schoolinstelling. Het moet ondertekend en gemotiveerd zijn door de retributieplichtige of zijn vertegenwoordiger.

Het bezwaar moet ingediend worden, op straffe van verval, binnen een termijn van 3 maanden te tellen vanaf de datum van de verzending van de factuur.

Artikel 9.-

De beslissing over het bezwaar wordt opgestuurd naar de retributieplichtige binnen de 3 maanden na de ontvangst van het bezwaar en er kan geen beroep worden ingesteld.

In geval van afwijzing van het bezwaar en vanaf de dag na de datum van de verzending van de beslissing, wordt de retributie als invorderbaar, definitief en zeker beschouwd.

Artikel 10.-

Gedurende de hele afhandelingsprocedure vanaf het bezwaar tot aan de verzending van de beslissing aan de retributieplichtige, is de afgifte van een dwangbevel verboden en worden de eventuele juridische invorderingsprocedures opgeschort.

Gedwongen invordering

Artikel 11.-

In geval van niet betaling op het einde van de minnelijke invorderingsprocedure en voor zover geen enkel minnelijk bezwaar hangende is, wordt op verzoek van de Gemeenteontvanger een vervolging ingesteld via een gerechtsdeurwaarder op basis van een niet-fiscaal dwangbevel dat uitvoerbaar werd verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen.

Overeenkomstig de voorzieningen van het Strafwetboek, vallen de kosten van deze procedure volledig ten laste van de retributieplichtige.

In het geval aan een dwangbevel niet kan worden voldaan, wordt de retributieplichtige voor de rechtbank gedagvaard volgens de voorschriften en termijnen voorzien door het Burgerlijk en het Strafwetboek.

Beroep tegen de gedwongen invorderingsprocedure (dwangbevel)

Artikel 12.-

De retributieplichtige kan beroep aantekenen tegen het dwangbevel volgens de voorschriften en termijnen voorzien in artikel 137bis van de Nieuwe Gemeentewet, te weten binnen de maand van de betekening van het dwangbevel via verzoekschrift of dagvaarding.

In geval van beroep, nodigt de Gemeenteontvanger de gerechtsdeurwaarder uit de procedure op te schorten tot wanneer een in kracht van gewijsde gegane beslissing is genomen.

Gerechtelijke bevoegdheid

Artikel 13.-

Elke toekomstige betwisting van de toepassing van huidig retributiereglement valt onder de uitsluitende bevoegdheid van de Vrederechter van Sint-Pieters-Woluwe.

Elke toekomstige betwisting als gevolg van een niet-fiscaal dwangbevel door een gerechtsdeurwaarder valt onder de uitsluitende bevoegdheid van de Vrederechter van Sint-Pieters-Woluwe.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

21.04.2026/A/0018 **CC - Règlement-redevance relatif à l'Académie néerlandophone de Woluwe-Saint-Pierre - Modification - Prorogation**

LE CONSEIL,
Vu le règlement-redevance relatif à l'Académie néerlandophone de Woluwe-Saint-Pierre, voté par le Conseil communal en séance du 24.06.2025, devenu obligatoire en date du 30.06.2025, applicable pour l'année scolaire 2025-2026 ;
Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ainsi que l'article 137bis relatif au recouvrement des créances non-fiscales ;
Vu le décret du Gouvernement flamand du 31.07.1990 relatif à l'enseignement-II ;
Vu le décret du Gouvernement flamand du 09.03.2018 relatif à l'enseignement artistique à temps partiel, notamment l'article 91 ;
Vu les informations relatives aux nouveaux tarifs des droits d'inscription pour l'année scolaire 2026-2027 disponibles sur le site internet de l'OVSG (Onderwijsproject van steden en gemeenten) ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;
DECIDE de modifier et de proroger comme suit le règlement-redevance relatif à l'Académie néerlandophone de Woluwe-Saint-Pierre :

Article 1.-

Il est établi, pour l'année scolaire 2026-2027, un droit d'inscription à l'Académie néerlandophone, une cotisation pour l'A.S.B.L. "VRIENDENKRING VAN DE GEMEENTELIJKE MUZIEKACADEMIE VAN SINT-PIETERS-WOLUWE", ainsi qu'une redevance en cas de location d'instruments de musique.

Droit d'inscription

Article 2.-

La fréquentation de l'Académie est soumise au paiement du droit d'inscription exigé et fixé par le Gouvernement Flamand.
Le montant dudit droit d'inscription est obligatoirement reversé à "het agenschap voor onderwijsdiensten (AGODI)" du ministère de la Communauté flamande.
L'AGODI ne remboursera pas le montant du droit d'inscription en cas d'abandon, quel qu'en soit le motif.

Article 3.-

Le tarif du droit d'inscription est fixé comme suit :

- pour les jeunes (nés après le 31.12.2008) avec tarif réduit : 59,00 EUR ;
- pour les autres jeunes (nés après le 31.12.2008) : 89,00 EUR ;
- pour les adultes avec tarif réduit : 171,00 EUR ;
- pour les autres adultes : 401,00 EUR.

Article 4.-

Pour entrer en considération pour les frais d'inscription réduits, l'élève doit remplir au moins une des conditions suivantes, le jour de l'inscription :

- être au chômage complet ou équivalent, le jour de l'inscription ;
  preuve : une attestation délivrée par le Service flamand pour l'emploi ou une attestation délivrée par l'Office national pour l'emploi ;
- être obligatoirement inscrit comme demandeur d'emploi sur la base de la réglementation relative à l'emploi et au chômage ;
  preuve : une attestation délivrée par le Service flamand pour l'emploi ou une attestation délivrée par l'Office national pour l'emploi ;
- percevoir un revenu d'intégration du C.P.A.S. ou une prestation équivalente ;
  preuve : une attestation délivrée par le C.P.A.S. ou une carte UitPAS nominative indiquant le statut de précarité ;
- percevoir une garantie de revenu pour personnes âgées ou une rente ;
  preuve : une attestation délivrée par l'Office national des pensions ou une carte UiTPAS nominative indiquant le statut de précarité ;
- être reconnu comme personne handicapée et bénéficier d'une allocation du

Service Public Fédéral Sécurité Sociale ;
preuve : une attestation prouvant le droit à une allocation pour personnes handicapées délivrée par le Service Public Fédéral Sécurité sociale ou un extrait de compte prouvant une allocation pour personnes handicapées du SPF Sécurité sociale ou une carte européenne de handicap conformément au protocole d'accord du 10.10.2016 entre le gouvernement fédéral, le gouvernement flamand, le gouvernement wallon, la Commission communautaire française et le gouvernement de langue allemande concernant le projet de carte européenne de handicap ;

- être bénéficiaire d'allocations familiales majorées, reconnues pour au moins 66 % ;
  preuve : une attestation du SPF Sécurité sociale, indiquant 4 points sur le critère "conséquences physiques et psychologiques du handicap" ou une attestation d'une caisse d'allocations familiales ou de l'Agence fédérale des allocations familiales si l'attestation indique explicitement que des allocations familiales majorées sont accordées en raison d'un handicap d'au moins 66 % ou une carte UiTPAS nominative indiquant le statut de précarité ;
- séjourner dans un foyer de remplacement ou dans un établissement médico-pédagogique ou dans une famille d'accueil ;
  preuve : une déclaration écrite ou électronique de la direction de l'établissement où l'élève séjourne ou qui l'a placé ;
- avoir le statut de réfugié politique reconnu ;
  preuve : une attestation délivrée par le Commissariat Général aux Réfugiés et aux Apatrides.
  Cette attestation doit mentionner explicitement "réfugié" comme nationalité ou un certificat d'inscription au registre des étrangers de la commune où réside l'élève ou une pièce d'identité pour les étrangers ;
- être en incapacité de travail à au moins 66 % ;
  preuve : une attestation de l'assurance maladie si elle mentionne une période de validité et un degré d'incapacité de travail ou d'invalidité d'au moins 66 % ou une attestation de l'Office national d'assurance maladie et invalidité (I.N.A.M.I.) conformément à l'article 100 §1er de la loi du 14.07.1994 sur l'assurance maladie obligatoire ou une attestation du Service public fédéral Affaires sociales, indiquant "une réduction des revenus à un tiers ou moins des revenus qu'une personne valide peut gagner grâce à une profession sur le marché du travail en général" ;
- être bénéficiaire de l'intervention majorée de l'assurance ;
  preuve : une attestation de l'intervention majorée de l'assurance par la mutuelle délivrée par l'organisme public qui verse la prestation ou une attestation attestant que l'élève perçoit un revenu d'intégration du C.P.A.S. ou une prestation équivalente ou une carte UiTPAS nominative indiquant le statut de précarité.

Article 5.-
Les attestations et certificats qui justifient le droit d'inscription réduit doivent être valables au mois de septembre de l'année scolaire pour laquelle la réduction est demandée.

Article 6.-
Un jeune qui est né après le 31.12.2008 paie un droit d'inscription réduit :

- si un autre membre de la même catégorie d'âge (résidence principale à la même adresse) a déjà payé le droit d'inscription dans la même académie ou dans une autre académie artistique à horaire réduit ;
- pour chaque nouvelle inscription dans une nouvelle discipline d'enseignement dans la même ou dans une autre académie artistique à horaire réduit.

Article 7.-
Tous les jeunes de 18 à 24 ans bénéficient par définition du tarif réduit pour adultes. Il n'y a pas de documents spécifiques requis.

Cotisation pour l'A.S.B.L. "VRIENDENKRING VAN DE GEMEENTELIJKE MUZIEKACADEMIE VAN SINT-PIETERS-WOLUWE"

Article 8.-
Le tarif de la cotisation est fixé comme suit :

- pour les jeunes avec ou sans tarif réduit : 11,00 EUR ;
- pour les adultes avec tarif réduit : 4,00 EUR.

Les adultes sans tarif réduit sont exonérés de la cotisation à l'A.S.B.L. "VRIENDENKRING VAN DE GEMEENTELIJKE MUZIEKACADEMIE VAN SINT-PIETERS-WOLUWE".
Le montant de ladite cotisation est obligatoirement reversé à l'A.S.B.L. "VRIENDENKRING VAN DE GEMEENTELIJKE MUZIEKACADEMIE VAN SINT-PIETERS-WOLUWE".

Frais de location d'un instrument de musique

Article 9.-
Le tarif pour la redevance annuelle est fixé comme suit :

- guitare, violon, violoncelle, clarinette, trompette, hautbois, flute, cornet, cor, trombone, tuba : 65,00 EUR ;
- contrebasse, basson, saxophone, harpe : 90,00 EUR.

Redevable

Article 10.-
La redevance est due par la personne inscrite à l'Académie ou, en cas d'enfant mineur, par ses parents ou toute autre personne légalement responsable.

Article 11.-
Le droit d'inscription et la cotisation sont payables directement au moment de l'inscription.
La redevance pour la location d'un instrument de musique est payable directement à la réception de l'instrument.

Article 12.-
Le recouvrement de la redevance est poursuivi par toute voie de droit.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

GR - Retributiereglement betreffende de Nederlandstalige Academie van Sint-Pieters-Woluwe - Wijziging - Verlenging

DE RAAD,
Gelet op het retributiereglement betreffende de Nederlandstalige Academie van Sint-Pieters-Woluwe, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 24.06.2025, verbindend geworden op datum van 30.06.2025, toepasselijk voor het schooljaar 2025-2026 ;
Gelet op de nieuwe Gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 evenals artikel 137bis betreffende de invordering van de niet-fiscale schuldvorderingen ;
Gelet op het decreet van de Vlaamse Regering van 31.07.1990 betreffende het onderwijs-II ;
Gelet op het decreet van de Vlaamse Regering van 09.03.2018 betreffende het deeltijds kunstonderwijs, met name artikel 91 ;

Gelet op de informatie betreffende de nieuwe tarieven van het inschrijvingsgeld voor het schooljaar 2026-2027 die op de website van de OVSG (Onderwijsproject van steden en gemeenten) beschikbaar is ;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;
BESLUIT het retributiereglement betreffende de Nederlandstalige Academie van Sint-Pieters-Woluwe als volgt te wijzigen en te verlengen :

Artikel 1.-

Er wordt, voor het schooljaar 2026-2027, een inschrijvingsgeld voor de Nederlandstalige Academie, een bijdrage voor de V.Z.W. "VRIENDENKRING VAN DE GEMEENTELIJKE MUZIEKACADEMIE VAN SINT-PIETERS-WOLUWE" evenals een retributie in geval van de verhuur van muziekinstrumenten, geheven.

Inschrijvingsgeld

Artikel 2.-

Het bijwonen van de lessen van de academie is onderworpen aan de betaling van een inschrijvingsgeld vereist en vastgesteld door de Vlaamse Regering.
Het bedrag van het voornoemde inschrijvingsgeld moet verplicht worden doorgestort aan het agentschap voor onderwijsdiensten (AGODI) van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap.
Het AGODI zal in geval van stopzetting, wat ook het motief mag zijn, het bedrag van het inschrijvingsgeld niet terug storten.

Artikel 3.-

Het tarief van het inschrijvingsgeld wordt als volgt vastgesteld :

- voor de jongeren (geboren na 31.12.2008) met verminderd tarief : 59,00 EUR ;
- voor de andere jongeren (geboren na 31.12.2008) : 89,00 EUR ;
- voor de volwassenen met verminderd tarief : 171,00 EUR ;
- voor de andere volwassenen : 401,00 EUR.

Artikel 4.-

Om in aanmerking te komen voor het verminderd inschrijvingsgeld moet de leerling op de dag van de inschrijving aan minstens een van de volgende voorwaarden voldoen :

- uitkeringsgerechtigd volledig werkloos zijn of daarmee gelijkgesteld ;
  bewijsstuk : een attest uitgereikt door de Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling of een attest uitgereikt door de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening ;
- verplicht ingeschreven zijn als werkzoekende op grond van de reglementering in verband met de arbeidsvoorziening en de werkloosheid ;
  bewijsstuk : een attest uitgereikt door de Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling of een attest uitgereikt door de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening ;
- een leefloon van het O.C.M.W. ontvangen of een uitkering die daarmee gelijkgesteld is ;
  bewijsstuk : een attest uitgereikt door het O.C.M.W. of een UiTPAS met kansenstatuut op naam ;
- een inkomensgarantie voor ouderen of een rentebijslag ontvangen ;
  bewijsstuk : een attest afgeleverd door de Rijksdienst voor Pensioenen of een UiTPAS met kansenstatuut op naam ;
- erkend zijn als persoon met een handicap en een tegemoetkoming van de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid ontvangen ;
  bewijsstuk : een attest dat het recht aantoont op een tegemoetkoming aan personen met een handicap dat is uitgereikt door de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid of een rekeninguittreksel waaruit een tegemoetkoming aan personen met een handicap blijkt van de Federale Overheidsdienst (FOD)

Sociale Zekerheid of een European Disability Card conform het protocolakkoord van 10.10.2016 over het project European Disability Card tussen de Federale Regering, de Vlaamse Regering, de Waalse Regering, de Franse Gemeenschapscommissie en de Duitstalige Regering ;

- begunstigde zijn van een verhoogde kinderbijslag, erkend voor ten minste 66%; bewijsstuk : een attest van de FOD Sociale Zekerheid, met vermelding van 4 punten op het criterium "lichamelijke en psychische gevolgen van de handicap" of een attest van een kinderbijslagfonds of van het Federaal Agentschap voor de Kinderbijslag Famifed als het attest uitdrukkelijk vermeldt dat er een verhoogde kinderbijslag toegekend wordt wegens een handicap van ten minste 66 % of een UiTPAS met kansenstatuut op naam ;
- in een gezinsvervangend tehuis of in een medisch-pedagogische instelling of in een pleeggezin verblijven ;
  bewijsstuk : een schriftelijke of elektronische verklaring van de directie van de instelling waar de leerling verblijft of die de leerling geplaatst heeft ;
- het statuut van erkend politiek vluchteling bezitten ;
  bewijsstuk : een attest uitgereikt door het Commissariaat-Generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen. Op dit attest moet bij nationaliteit expliciet "vluchteling" vermeld staan of een bewijs van inschrijving in het vreemdelingenregister in de gemeente waar de leerling verblijft of een identiteitsbewijs voor vreemdelingen ;
- voor ten minste 66 % arbeidsongeschikt zijn ;
  bewijsstuk : een attest van de ziekteverzekering als het een geldigheidsperiode vermeldt en een graad van arbeidsongeschiktheid of mindervaliditeit van ten minste 66 % of een attest van de Rijksdienst voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering (R.I.Z.I.V.) conform artikel 100 § 1 van de wet van 14.07.1994 betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen of een attest van de Federale Overheidsdienst Sociale Zaken, met vermelding van "vermindering van het verdienvermogen tot een derde of minder van wat een valide persoon door een of ander beroep op de algemene arbeidsmarkt kan verdienen" ;
- begunstigde zijn van de verhoogde verzekeringstegemoetkoming ;
  bewijsstuk : een attest van de verhoogde verzekeringstegemoetkoming door het ziekenfonds dat is uitgereikt door de overheidsinstantie die de uitkering betaalt of een attest dat de leerling een leefloon van het O.C.M.W. ontvangt of een uitkering die daarmee gelijkgesteld is of een UiTPAS met kansenstatuut op naam.

Artikel 5.-
De attesten en bewijzen die het verminderd inschrijvingsgeld rechtvaardigen, moeten geldig zijn in de maand september van het schooljaar waarvoor de korting wordt aangevraagd.

Artikel 6.-
Een jongere die geboren is na 31.12.2008 betaalt verminderd inschrijvingsgeld :

- indien een ander lid van dezelfde leefeenheid (hoofdverblijfplaats op hetzelfde adres) het inschrijvingsgeld al heeft betaald in dezelfde of in een andere academie voor deeltijds kunstonderwijs ;
- voor iedere extra inschrijving in een andere studierichting in dezelfde of in een andere academie voor deeltijds kunstonderwijs.

Artikel 7.-
Alle 18- tot 24-jarigen vallen per definitie onder het verminderd tarief voor volwassenen. Hiervoor moeten geen specifieke documenten worden voorgelegd.

Bijdrage voor de V.Z.W. "VRIENDENKRING VAN DE GEMEENTELIJKE

MUZIEKACADEMIE VAN SINT-PIETERS-WOLUWE"

Artikel 8.-

Het tarief van de bijdrage wordt als volgt vastgesteld :

- voor de jongeren met of zonder verminderd tarief : 11,00 EUR ;
- voor de volwassenen met verminderd tarief : 4,00 EUR.

De volwassenen zonder verminderd tarief zijn van de bijdrage voor de V.Z.W. "VRIENDENKRING VAN DE GEMEENTELIJKE MUZIEKACADEMIE VAN SINT-PIETERS-WOLUWE vrijgesteld.

Het bedrag van de voornoemde bijdrage moet verplicht worden doorgestort aan de V.Z.W. "VRIENDENKRING VAN DE GEMEENTELIJKE MUZIEKACADEMIE VAN SINT-PIETERS-WOLUWE".

Kosten voor de verhuur van een muziekinstrument

Artikel 9.-

Het tarief van de jaarlijkse retributie wordt als volgt vastgesteld :

- gitaar, viool, cello, klarinet, trompet, hobo, fluit, cornet, hoorn, trombone, tuba : 65,00 EUR ;
- contrabas, fagot, saxofoon, harp : 90,00 EUR.

Retributieplichtige

Artikel 10.-

De retributie is verschuldigd door de persoon ingeschreven in de Academie of, in geval een minderjarig kind, door hun ouders of elke andere persoon wettelijk verantwoordelijk.

Artikel 11.-

Het inschrijvingsgeld en de bijdrage zijn onmiddellijk te betalen op het ogenblik van de inschrijving.

De retributie voor de verhuur van een muziekinstrument is onmiddellijk te betalen bij ontvangst van het muziekinstrument.

Artikel 12.-

De invordering van de retributie gebeurt langs elk mogelijk rechtsmiddel.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

21.04.2026/A/0019 **CC - Règlement-redevance relatif aux activités organisées par le service "Kunst en Cultuur" - Modification - Prorogation**

LE CONSEIL,

Vu le règlement-redevance relatif aux activités organisées par le service "Kunst en Cultuur", voté par le Conseil communal en séance du 22.04.2025, devenu obligatoire en date du 28.04.2025, applicable pour l'année scolaire 2025-2026 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ainsi que l'article 137bis relatif au recouvrement des créances non-fiscales ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE de modifier et de proroger comme suit le règlement-redevance relatif aux activités organisées par le service "Kunst en Cultuur" :

Article 1.-

Il est établi, pour l'année scolaire 2026-2027, une redevance communale sur les activités organisées par le service "Kunst en Cultuur".

A. ABONNEMENTS

Theater op maandag

Article 2.-

Cet abonnement comprend 9 représentations avec des places fixes numérotées.

Article 3.-

Le tarif de la redevance est fixé à 100,00 EUR.

Article 4.-

Le personnel communal est exonéré de la redevance.

Jeunes - 35

Article 5.-

Cet abonnement est destiné aux personnes de moins de 35 ans et comprend 5 représentations ("Mini -35") ou 10 représentations ("Maxi -35") à choisir parmi les représentations de la saison.

Le choix des représentations peut être effectué après l'achat. Grâce à un code d'accès unique, le client peut ultérieurement composer son abonnement et réserver ses places.

Cet abonnement est valable uniquement pour la saison 2026-2027 et ne peut être transféré à la saison suivante.

Article 6.-

Le tarif de la redevance est fixé comme suit :

- 35,00 EUR pour le "Mini -35" ;
- 65,00 EUR pour le "Maxi -35".

Remboursement

Article 7.-

Les divers abonnements ne sont pas remboursables.

Un remboursement partiel est toujours possible si, en raison d'un cas de force majeure, une représentation ne peut avoir lieu ou être reportée.

B. TICKETS INDIVIDUELS

Article 8.-

Les tickets pour toutes les représentations peuvent être achetés séparément.

Article 9.-

Le système "Pay-What-You-Can" est utilisé avec l'échelle de prix suivante :

- 12,00 EUR, 16,00 EUR, 20,00 EUR, 24,00 EUR of 28,00 EUR, où le juste prix est de 20,00 EUR ;
- 16,00 EUR, 20,00 EUR, 24,00 EUR, 28,00 EUR of 30,00 EUR, où le juste prix est de 24,00 EUR pour les représentation "Boze Geesten", Iphiginea" en "Alkibiades".

Article 10.-

Le tarif de la redevance est réduit à :

- 8,00 EUR pour les représentations destinées aux familles ("Beyond" et "Nacht") ; 7,00 EUR à partir de 3 tickets achetés pour la même représentation ;
- 5,00 EUR sur présentation d'une preuve d'intervention majorée ;
- 5,00 EUR à partir de 10 tickets achetés pour la même représentation ;
- 1,25 EUR sur présentation d'une preuve d'article 27. La réservation peut être faite en ligne, mais le ticket doit être retiré et payé le jour même à la réception.

Article 11.-

Le personnel communal est exonéré de la redevance.

Article 12.-

Les tickets individuels ne sont pas remboursables, sauf si, en cas de force majeure, une représentation ne peut avoir lieu ou être reportée. Le montant total du ticket sera remboursé.

C. REPRESENTATIONS SCOLAIRES

Article 13.-

Pour les représentations scolaires, le tarif de la redevance est fixé comme suit :

- pour l'enseignement maternel et primaire : 5,00 EUR par élève ;
- pour l'enseignement secondaire : 7,00 EUR par élève.

Article 14.-

Les enseignants accompagnateurs sont exonérés de la redevance.

Article 15.-

Le nombre d'élèves facturé est celui indiqué sur le document signé par un enseignant responsable le jour de la représentation.

Article 16.-

Si le nombre d'absents à une activité dépasse 10 % du nombre d'élèves inscrits en septembre, 90 % de la réservation sera facturée.

En cas d'annulation par l'école, le montant total sera facturé. La lettre de confirmation envoyée aux écoles fin septembre fait office de contrat.

Les écoles qui ne se présentent pas ou qui se présentent en retard à une activité et qui ne peuvent donc pas participer paieront le montant total dû.

Si une école souhaite néanmoins annuler, une solution sera d'abord recherchée ensemble. Si cela n'est pas trouvé, l'activité sera quand même facturée. Plus tôt "Schoolpodiumoost" est informé, plus grandes sont les chances qu'une solution soit trouvée.

En cas de force majeure due à une circonstance imprévue à l'école (par exemple épidémie), une éventuelle alternative sera recherchée en concertation. L'école contactera le "Gemeenschapscentrum" à cet effet et, en cas d'annulation, précisera le motif de force majeure.

En cas de force majeure résultant d'une décision du Gouvernement fédéral (comme une interdiction du Conseil fédéral de sécurité), aucun frais d'annulation ne sera facturé.

D. DISPOSITIONS DIVERSES

Article 17.-

La redevance est due par la personne physique ou morale qui demande la participation aux activités.

Article 18.-

La redevance est payable entre les mains du receveur communal ou de ses préposés désignés à cet effet.

Les tickets individuels et les abonnements saisonniers sont payables directement au moment de la demande.

Pour les représentations scolaires, la redevance due est établie sur base d'un document complété et signé par un enseignant responsable le jour de la représentation.

Elle est payable dans les 15 jours de sa notification.

Article 19.-

Le recouvrement de la redevance est poursuivi par toute voie de droit.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

GR - Retributiereglement betreffende de activiteiten georganiseerd door de dienst Kunst en Cultuur - Wijziging - Verlenging

DE RAAD,

Gelet op het retributiereglement op de activiteiten georganiseerd door de dienst "Kunst en Cultuur", gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 22.04.2025, verbindend geworden op datum van 28.04.2025, toepasselijk voor het schooljaar

2025-2026 ;
Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 evenals artikel 137bis betreffende de invordering van de niet-fiscale schuldvorderingen ;
Op voorstel van het College van Burgemeester et Schepenen ;
BESLUIT het retributiereglement betreffende de activiteiten georganiseerd door de dienst "Kunst en Cultuur" als volgt te wijzigen en te verlengen :
Artikel 1.-
Er wordt, voor het schooljaar 2026-2027, een gemeenteretributie op de activiteiten georganiseerd door de dienst "Kunst en Cultuur" geheven.

A. ABONNEMENTEN

Theater op maandag

Artikel 2.-
Dit abonnement omvat 9 voorstellingen met genummerde, vaste plaatsen.
Artikel 3.-
Het tarief van de retributie wordt op 100,00 EUR vastgesteld.
Artikel 4.-
Het gemeentepersoneel is van de retributie vrijgesteld.

Jongeren - 35

Artikel 5.-
Dit abonnement is voor de personen jonger dan 35 jaar en omvat 5 voorstellingen ("Mini -35") of 10 voorstellingen ("Maxi -35") om uit de voorstellingen van het seizoen te kiezen.
De keuze van de voorstellingen kan na aankoop worden gemaakt. Dankzij een unieke passcode kan de klant later zijn abonnement samenstellen en zijn plaatsen reserveren.
Dit abonnement is enkel geldig voor het seizoen 2026-2027 en kan niet overgenomen worden naar het volgende seizoen.
Artikel 6.-
Het tarief van de retributie wordt als volgt vastgesteld :

- 35,00 EUR voor het "Mini -35" ;
- 65,00 EUR voor het "Maxi -35".

Terugbetaling

Artikel 7.-
De verschillende abonnementen worden niet terugbetaald.
Gedeeltelijke terugbetaling is toch mogelijk wanneer, in geval van overmacht, een voorstelling niet kan doorgaan of worden verzet.

B. LOSSE TICKETS

Artikel 8.-
De tickets voor alle voorstellingen kunnen afzonderlijk worden gekocht.
Artikel 9.-
Het "Pay-What-You-Can" systeem wordt gehanteerd met volgende prijsschalen :

- 12,00 EUR, 16,00 EUR, 20,00 EUR, 24,00 EUR of 28,00 EUR, waarbij 20,00 EUR de richtprijs is ;
- 16,00 EUR, 20,00 EUR, 24,00 EUR, 28,00 EUR of 30,00 EUR, waarbij 24,00 EUR de richtprijs is voor de voorstellingen "Boze Geesten", "Iphiginea" en "Alkibiades" ;

Artikel 10.-
Het tarief van de retributie is verlaagd tot :

- 8,00 EUR voor de familievoorstellingen ("Beyond" en "Nacht") ; 7,00 EUR vanaf 3 gekochte tickets voor dezelfde voorstelling ;

Conseil communal - 21.01.2026 - Registre complet
Gemeenteraad - 21.01.2026 - Volledig register

- 5,00 EUR op vertoon van bewijs van verhoogde tegemoetkoming ;
- 5,00 EUR vanaf 10 gekochte tickets voor dezelfde voorstelling ;
- 1,25 EUR op vertoon van bewijs van artikel 27. De reservatie kan online gemaakt zijn, maar het ticket moet de dag zelf aan het onthaal opgehaald en betaald zijn.

Artikel 11.-
Het gemeentepersoneel is van de retributie vrijgesteld.
Artikel 12.-
Losse tickets worden niet terugbetaald, behalve als, in geval van overmacht, een voorstelling niet kan doorgaan of worden verzet. Het volledige bedrag van het ticket wordt terugbetaald.

C. SCHOOLVOORSTELLINGEN

Artikel 13.-
Voor de schoolvoorstellingen, wordt het tarief van de retributie als volgt vastgesteld :

- voor kleuter- en lager onderwijs : 5,00 EUR per leerling ;
- voor secundair onderwijs : 7,00 EUR per leerling.

Artikel 14.-
De begeleidende leerkrachten zijn van de retributie vrijgesteld.
Artikel 15.-
Het aantal leerlingen dat wordt gefactureerd is het aantal dat op het document vermeld staat dat door een verantwoordelijke leerkracht werd getekend de dag van de voorstelling.
Artikel 16.-
Indien het aantal afwezigen op een activiteit meer dan 10 % van het aantal leerlingen bedraagt dat in september werd ingeschreven, zal 90 % van de reservatie aangerekend worden.
Bij annulering door de school, wordt het volledige bedrag gefactureerd. De bevestigingsbrief die eind september naar de scholen wordt verstuurd, geldt als contract.
Scholen die niet komen opdagen of die laattijdig komen opdagen bij een activiteit en hierdoor niet meer kunnen deelnemen, betalen het volledige verschuldigde bedrag.
Indien een school toch wenst te annuleren, zal er eerst samen naar een oplossing gezocht worden. Indien deze niet gevonden wordt, zal de activiteit toch aangerekend worden. Hoe sneller Schoolpodiumoost op de hoogte is, hoe meer kans dat er een oplossing wordt gevonden.
In geval van overmacht ten gevolge van een onvoorziene omstandigheid bij de school (bv: epidemie), wordt in overleg naar een mogelijk alternatief gezocht. De school contacteert hiervoor het Gemeenschapscentrum en vermeldt bij annulering de reden van overmacht.
In geval van een overmacht ten gevolge van een beslissing van de federale overheid (zoals een verbod door de federale veiligheidsraad) worden geen annuleringskosten aangerekend.

D. DIVERSE BEPALINGEN

Artikel 17.-
De retributie is verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersoon die om deelname aan de activiteit aanvraagt.
Artikel 18.-
De retributie is betaalbaar in handen van de gemeenteontvanger of van zijn beambten die hiervoor aangesteld werden.
De losse tickets en de abonnementen zijn direct betaalbaar op het moment van de aanvraag.
Voor de schoolvoorstellingen, wordt de verschuldigde retributie vastgesteld op basis

van een document dat op de dag van de voorstelling door een verantwoordelijke leerkracht vermeld en getekend werd.
Deze wordt betaalbaar binnen 15 dagen na kennisgeving ervan.
Artikel 19.-
De invordering van de retributie gebeurt langs elk mogelijk rechtsmiddel.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

Interpellations - Interpellaties

21.04.2026/A/0020 **CC - Interpellation - ""Recours au Fonds Bikes in Brussels pour améliorer les infrastructures cyclables à Woluwe-Saint-Pierre" (Mme Cathy VAESSEN au nom du groupe Citoyens+PS-Vooruit)**

LE CONSEIL,
Vu le dossier intitulé "Interpellation - ""Recours au Fonds Bikes in Brussels pour améliorer les infrastructures cyclables à Woluwe-Saint-Pierre", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande Mme Cathy VAESSEN, conseiller communal, au nom du groupe Citoyens+PS-Vooruit ;
ENTEND :

1. l'interpellation du groupe Citoyens+PS-Vooruit, dont résumé ci-après établi par Mme Cathy VAESSEN :

"Monsieur l'Échevin,
Dans un contexte budgétaire de plus en plus contraint pour les communes, il semble pertinent de mobiliser davantage les sources de financement externes disponibles pour soutenir des aménagements utiles et attendus.
Le Fonds Bikes in Brussels, géré par la Fondation Roi Baudouin, soutient depuis fin 2018 des projets concrets visant à améliorer la mobilité cycliste à Bruxelles. Ces initiatives contribuent non seulement à répondre aux besoins des cyclistes, mais aussi à améliorer le cadre de vie de l'ensemble des habitants.
À ce jour, 117 projets ont été soutenus à travers la Région, portant notamment sur :

- Ateliers réparation vélos
- Etudes de mobilité cycliste
- Parkings vélos et abris couverts
- Passerelles et tunnels cyclables
- Pistes, rues, sentiers et itinéraires cyclables

14 des 19 communes bruxelloises ont déjà bénéficié de ce fonds. Woluwe-Saint-Pierre n'en fait pas partie. À titre d'exemple, plusieurs communes voisines ont pu concrétiser des projets grâce à ce soutien financier :

- Anderlecht (3 projets - 610.330 €)
- Uccle (2 projets - 150.000 €)
- Woluwe-Saint-Lambert (3 projets - 84.810 €)
- Watermael-Boitsfort (2 projets - 78.000 €)
- Etterbeek (3 projets - 175.750 €), dont des abris vélos couverts pour des stationnements de moyenne durée, afin que les selles des vélos restent sèches en hiver comme en été, et augmenter l'offre d'abris de qualité.

Cette question s'inscrit dans la continuité de mon interpellation transformée en question écrite du mois dernier concernant la suppression d'un abri vélo au centre communautaire du Chant d'Oiseau, remplacé par des dispositifs moins adaptés aux besoins des usagers (un box à vélo fermé à clé et plus d'arceaux… mais heureusement bientôt de nouveaux arceaux à vélos devraient être installés).

Questions posées au Collège des Bourgmestre et Echevins

1. La commune de Woluwe-Saint-Pierre a-t-elle déjà introduit de candidature auprès du Fonds Bikes in Brussels ? Si pas, pour quelle raison ?
2. Une réflexion globale est-elle en cours afin d'identifier les besoins prioritaires en infrastructures cyclables sur le territoire communal, en vue de déposer un ou plusieurs projets auprès de ce fond ?" ;

2. la réponse suivante qui leur est donnée par M. Georges DALLEMAGNE, échevin :

"Merci, Madame Vaessen, pour votre question très pertinente, je dirais comme souvent, comme toujours.
J'ai même envie d'ajouter que les grands esprits se rencontrent, parce que je venais justement d'être alerté au sujet de ce fonds Bikes in Brussels.
Et effectivement, comme vous, j'ai été surpris de constater que nous ne l'avions jamais sollicité dans le passé. Je me suis donc intéressé à ce fonds. La mauvaise nouvelle, c'est qu'il ne fonctionne plus tout à fait de la même manière.
Aujourd'hui, la logique du fonds Bikes in Brussels a changé. Là où, historiquement, il pouvait soutenir des projets à réaliser, l'appel 2026 prend la forme d'un award, donc d'une récompense, visant à distinguer et financer des infrastructures déjà réalisées, achevées et ouvertes au public. Cela rend le mécanisme un peu moins avantageux comme levier de préfinancement, puisque la commune doit désormais avoir déjà réalisé et financé l'infrastructure. Nous avons donc pris contact avec le fonds pour mieux connaître ses modalités et voir comment nous pourrions bénéficier de ce type de financement, ou en tout cas de ce type de remboursement. Un appel se clôture le 11 mai, donc dans environ trois semaines. Nous allons y introduire le dossier de l'abri vélo réalisé à l'école du Chant d'Oiseau.
Voilà, ce sera un premier essai, une première demande de financement de ce type. Il y en a pour environ 52 000 euros. Nous verrons donc comment ce dossier sera accueilli.
Pour introduire la candidature, il faut constituer un dossier en ligne avec un plan d'implantation, un reportage photo, un tableau récapitulatif des dépenses ainsi qu'une fiche synthétique de présentation de l'infrastructure.
Nous espérons évidemment obtenir ce premier award.
Un nouvel appel devrait ensuite être lancé en octobre. À ce moment-là, nous aurons, nous l'espérons, réalisé les nouvelles adaptations à l'école et au centre communautaire du Chant d'Oiseau, avec notamment de nouveaux aménagements en matière d'abris vélos. Nous espérons donc pouvoir solliciter à ce moment-là un deuxième financement.
Nous espérons aussi - mais là, à mon avis, nous ne serons pas prêts - avancer sur toute la réflexion autour du secteur Aviation / Salomé, avec la sécurisation d'une série de carrefours, de cheminements cyclo-piétons, de traversées piétonnes, de création de plateaux traversants intégrant des pistes cyclables et des dispositifs ralentisseurs.
Dans tout ce quartier, nous espérons aboutir à un projet, mais c'est un projet assez ambitieux, avec toute une série d'intégrations techniques. Il n'est donc pas certain que nous puissions être prêts pour cette échéance.
Par contre, il existe aussi, nous l'espérons, la possibilité d'obtenir un award pour la rue scolaire de l'avenue des Éperviers, un dossier que vous avez suivi, et qui pourrait

permettre de soutenir la création, que nous espérons assez rapide, d'une rue cyclable. Nous disposons là d'un soutien fort des riverains et des deux écoles pour ce projet, que nous avons recalibré compte tenu des difficultés qu'il rencontrait auparavant.
Voilà, encore une fois, merci pour cette question pertinente, et nous espérons bien figurer désormais parmi les communes qui bénéficieront de ce fonds.".

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

21.04.2026/A/0021 **CC - Interpellation - "Représentation des femmes dans les instances décisionnelles à WSP" (Mme Cécile VAINSEL au nom du groupe Citoyens+PS-Vooruit)**

LE CONSEIL,
Vu le dossier intitulé "Interpellation - ""Représentation des femmes dans les instances décisionnelles à WSP", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de Mme Cécile VAINSEL, conseiller communal, au nom du groupe Citoyens+PS-Vooruit ;
ENTEND :

1. l'interpellation du groupe Citoyens+PS-Vooruit, dont résumé ci-après établi par Mme Cécile VAINSEL :

"Monsieur l'Echevin,
Nos communes bruxelloises doivent s'inscrivent dans une politique de gendermainsteaming et sont à ce titre encouragées à adopter des plans communaux pour encourager l'égalité de genre.
Si notre commune ne dispose pas à ma connaissance d'un tel plan au niveau local, je souhaitais néanmoins vous interroger sur la représentation des femmes dans notre commune à différents niveaux, et cela dans le cadre du bilan de nos politique en matière d'égalité et de promotion de droits des femmes.

Questions posées au Collège des Bourgmestre et Echevins
Où en sommes-nous à Woluwe Saint-Pierre concernant la composition du Collège?
Les prochains mouvements vont-ils être l'occasion d'une féminisation renforcée de celui-ci?
Pouvez-vous évaluer l'importance de la place des femmes dans les fonctions dirigeantes au sein de notre Administration?
Quelle proportion de femmes assume la direction des différentes asbl communales ainsi que la présidence des organes d'administration?" ;

2. la réponse suivante qui leur est donnée par M. Tanguy VERHEYEN, échevin ;

"Concernant le volet politique, au sein du Collège et comme vous l'avez constaté, 3 femmes siègent comme échevines ou Présidente de CPAS, ceci en respect des règles qui régissent la composition du Collège définie par l'ordonnance bruxelloise. Nous nous sommes également réjouis lors d'un récent conseil de l'élection d'une femme à la Présidence de notre Conseil communal et ceci est également un fait nouveau établi par notre majorité.
Par ailleurs, notre conseil communal est complété par 15 conseillères pour 10 conseillers, ce qui signifie que les femmes y sont majoritaires. Intéressant également de regarder les positions de chef de groupe ou la quasi totalité des groupes politiques y ont désigné une femme.
Cette présence féminine se retrouve aussi de manière très marquée au sein de l'administration communale. Le comité de direction, organe de pilotage des hauts

fonctionnaires de notre commune, compte une majorité de femmes, puisque la secrétaire communale et 6 directrices de département y siègent aux côtés de 4 hommes. Parmi les responsables de services et les responsables d'équipe, on compte 52 personnes, dont 30 femmes. Ces différents éléments montrent clairement que les femmes assument ici des responsabilités de premier plan et participent pleinement aux choix stratégiques et à la gestion quotidienne de notre commune.
Cette réalité se vérifie également dans les effectifs de l'administration. Sur les 614 personnes sous contrat auprès de la commune, 393 sont des femmes. Enfin, dans nos 17 ASBL communales gérées par 17 binômes Présidente/Président et Responsable de l'asbl, la parité est parfaite, 17 femmes pour 17 hommes.
Vous constaterez ainsi qu'à Woluwe-Saint-Pierre, les femmes ne sont pas seulement présentes: elles sont actrices, dirigeantes et porteuses d'une part essentielle de l'action communale. Leur contribution est importante à chaque échelon, et nous pouvons nous en réjouir.".

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

21.04.2026/A/0022 **CC - Interpellation - "Invitation des conseillers communaux aux événements communaux" (Mme Cécile VAINSEL au nom du groupe Citoyens+PS-Vooruit)**

LE CONSEIL,
Vu le dossier intitulé "Interpellation - ""Invitation des conseillers communaux aux événements communaux", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande Mme Cécile VAINSEL, conseiller communal, au nom du groupe Citoyens+PS-Vooruit ;
ENTEND :

1. l'interpellation du groupe Citoyens+PS-Vooruit, dont résumé ci-après établi par Mme Cécile VAINSEL :

"Monsieur le bourgmestre,
La commune de WSP a commémoré récemment plusieurs événements importants, dont le dixième anniversaire des attentats du 22 mars 2016, ou encore le génocide rwandais.
Or à notre connaissance, les conseillers communaux de l'opposition n'ont pas été invités.
S'il n'existe pas de règle stricte en matière de protocole pour les invitations officielles à ce type d'événement, je m'interroge sur les critères qui conduisent à inviter les conseillers à certains événements (cf. remise de médaille de citoyen d'honneur), mais non à d'autres.
<u>Questions posées au Collège des Bourgmestre et Echevins</u>
"Monsieur le Bourgmestre,
Pouvez-vous nous dire quelle est la pratique dans les autres communes bruxelloises en la matière ?
Un changement de cap est observable par rapport aux mandatures précédentes, pouvez-vous nous fournir une explication à ce sujet ?" ;

2. l'intervention de M. Jonathan de PATOUL, conseiller communal ;
3. la réponse suivante qui leur est donnée par M. Benoît CEREXHE, bourgmestre:

"Madame Vainsel, aucun changement concernant les invitations. Quel est le principe ? Dès que c'est la commune qui organise une quelconque manifestation, l'ensemble des membres du Conseil communal et souvent du Conseil du CPAS sont invités. Très

clairement. Je ne connais pas les habitudes dans les autres communes mais c'est comme cela que nous avons toujours fonctionné et il n'y a pas de changement par rapport aux législatures précédentes.
Vous citez deux exemples. La commémoration du génocide perpétré au Rwanda. Cela fait plus de vingt ans qu'elle a lieu. Ce n'est pas nous qui l'organisons. C'est l'ambassade du Rwanda qui jusqu'il y a deux ans organisait cette commémoration. Les relations diplomatiques entre la Belgique et le Rwanda ont depuis lors été rompues. C'est maintenant l'asbl Ibuka du souvenir qui organise cette commémoration et qui m'invite comme Bourgmestre comme cela a toujours été le cas. J'ai toujours été le seul représentant du Collège invité par l'Ambassade et maintenant par cette asbl. Ce sont des tiers. Je n'ai pas à leur imposer qui ils invitent et qui ils n'invitent pas.
Quant à la commémoration des attentats, il a s'agi d'une initiative du personnel communal d'arrêter son travail, de se rassembler sur l'esplanade et d'observer une minute de silence. Les Échevins qui étaient présents à l'Hôtel communal à ce moment-là ont rejoint le personnel sur l'esplanade. Ce n'était pas une initiative destinée à d'autres personnes qu'au personnel communal.
Pour le reste, je réitère ce que j'ai dit en introduction. On invite les conseillers communaux à tout ce que nous ou nos asbl organisons et les administrateurs de ces asbl quand cela les concerne.
Il y a parfois eu des problèmes dans le passé. On va rappeler la mesure aux Présidents et Présidentes des asbl pour nous assurer que tout se passe bien.".

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

SÉANCE À HUIS-CLOS - BESLOTEN ZITTING

Levée de la séance à 21:20
Opheffing van de zitting om 21:20

La Secrétaire communale,
De Gemeentesecretaris,

Florence van Lamsweerde

La Présidente,
De Voorzitster,

Virginie Van Lierde